



## Commission des Finances et du Budget

### Procès-verbal de la réunion du 18 octobre 2021

(visioconférence)

#### Ordre du jour :

1. 7878 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022  
  
7879 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2021-2025
  - Rapporteur : Monsieur Dan Biancalana
  - Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA
  - Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises
  
2. 7867 Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007
  - Rapporteur : Monsieur Guy Arendt
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport

\*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard remplaçant M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, M. Fred Keup remplaçant M. Fernand Kartheiser, Mme Octavie Modert remplaçant M. Michel Wolter, M. Laurent Mosar, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler  
M. Max Hahn, député (observateur)

M. Romain Heinen, directeur de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)

M. Eric May, M. Yves Melan, M. Roland Richardy, de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA

M. Alain Bellot, Directeur de l'Administration des Douanes et Accises (ADA)  
Mme Fabienne Gandini, M. Nico Reuter, M. Guy Rollinger, de  
l'Administration des Douanes et Accises  
M. Maurice Decker, Mme Sandra Denis, du Ministère des Finances  
M. Patrick Weymerskirch, attaché parlementaire du parti politique LSAP  
(pour le point 1)  
M. Pitt Sietzen, attaché parlementaire du parti politique DP (pour le point 2)

Mme Caroline Guezennec, Mme Cristel Sousa, de l'Administration  
parlementaire

Excusés : M. François Benoy, M. Fernand Kartheiser, Mme Josée Lorsché, M. Michel  
Wolter

\*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

\*

**1. 7878 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de  
l'État pour l'exercice 2022**

**7879 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle  
pour la période 2021-2025**

**- Rapporteur : Monsieur Dan Biancalana**

**- Échange de vues avec des représentants de l'Administration de  
l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA**

**- Échange de vues avec des représentants de l'Administration des  
Douanes et Accises**

Avant d'entamer l'échange avec les administrations fiscales, la Commission décide, comme  
chaque année, de demander à la Cour des comptes de rédiger un avis sur les projets de loi  
7878 et 7879. Un courrier dans ce sens sera envoyé à la Cour des comptes.

Le Président rappelle que la réunion du 19 octobre 2021 aura lieu à 8:30 heures au lieu de  
9:00 heures.

**Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement, des  
Domaines et de la TVA**

Après avoir précisé que l'estimation des recettes de l'AED au 31 décembre 2021, sur  
laquelle s'appuie ensuite celle de l'exercice 2022, a été élaborée en interne et ne figure donc  
pas dans le document décrivant le projet de loi budgétaire, le Directeur de l'AED présente les  
chiffres de l'AED annexés au présent procès-verbal et apporte les commentaires  
supplémentaires suivants :

Page 1 : La plus-value estimée des recettes de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (+13,7%)  
en 2021 (par rapport au budget voté 2021) est en lien direct avec la prévision prudente  
effectuée lors de l'élaboration du budget 2021 par crainte d'une recrudescence de faillites en  
2021. Grâce aux mesures étatiques prises à l'encontre des entreprises, une telle  
recrudescence a cependant pu être évitée. Pour 2022, il est estimé que les recettes de la  
TVA progressent de +4,8%. Cette estimation se base sur la moyenne des prévisions

publiées par les organisations nationales et internationales ; elle part initialement d'un taux de +6,7% qui a dû ensuite être amoindri du fait qu'en 2021 une partie des recettes collectées étaient en lien avec des retards de paiement uniques portant sur l'année 2020, qui ne peuvent donc plus être reportées sur 2022.

Il est estimé que les recettes 2021 issues de la taxe d'abonnement dépassent de +17,3% le budget voté 2021. Pour l'année 2022, les recettes estimées suivent une croissance de +7,5%, correspondant à un retour à la normale à haut niveau puisque les nouvelles estimations pour 2021 et 2022 dépassent celles figurant dans le budget pluriannuel établi en 2019. Il est rappelé que la taxe d'abonnement est fortement volatile et que la croissance estimée se base sur des chiffres établis par le STATEC.

Les recettes de l'exercice 2021 provenant des droits d'enregistrement affichent une croissance de +24,6% par rapport au budget voté 2021. Le projet de budget 2022 prévoit une progression des recettes de +9,7%, correspondant à la moyenne des taux de croissance des 3 dernières années. L'estimation prudente de la part de l'AED est justifiée par le fait que des transactions immobilières ont également lieu en dehors du périmètre de construction (autre nature de culture p.ex.) et que dans les ventes en l'état futur d'achèvement, seule la quote-part terrain est soumise au droit d'enregistrement.

Il est rappelé que les recettes issues des droits de succession sont par nature volatiles.

Finalement, les recettes prélevées par l'AED ont fait un énorme bond en l'espace de trois ans, puisqu'elles sont passées de 5,5 à 7 milliards d'euros (+27%).

Page 3 : Les remboursements de TVA ont été extrêmement importants au cours des mois de mars et d'avril 2020. Pour rappel, à ce moment-là, l'AED s'était attelée à rembourser tous les montants en dessous de 10.000 euros, à traiter prioritairement les déclarations des entreprises à solde créditeur (donc, ayant droit à un remboursement TVA) et à évacuer les demandes de remboursement endéans de délais courts. Le niveau des remboursements a baissé en 2021.

Page 5 : Le tableau de la page 5 reprend les recettes TVA par secteur d'activité. Il apparaît au vu des chiffres de 2021 (+6% par rapport à l'exercice 2019) que le secteur du commerce vu globalement (il s'agit tout de même d'un secteur très hétérogène) a réussi à compenser les pertes subies en 2020. Les recettes du secteur des activités financières et d'assurance ont quant à elles fait un bon de +43% entre 2019 et 2021. Malgré le fait que les recettes TVA provenant du secteur de la construction sont partiellement limitées en raison de l'application du taux de 3%, ces recettes ont tout de même progressé de +29% entre 2019 et 2021.

Page 7 : Le tableau de la page 7 affiche un retard des remboursements de TVA (d'environ 246 millions d'euros) en 2021 par rapport à l'année 2020 (et un retard par rapport à l'année 2019). Il est précisé que les soldes créditeurs de l'AED ne se sont pas vraiment impactés par cette situation. Le retard en question est, d'une part, lié au fait qu'en 2020 un certain nombre de fusions de filiales ont eu lieu au sein de grands groupes établis au Luxembourg. Ces fusions entraînant la nécessité d'un « clearing » (c'est-à-dire d'une compensation des paiements et remboursements TVA) au sein du groupe aboutissent à un amoindrissement du montant à rembourser par l'AED de l'ordre de 100 millions d'euros. D'autre part, l'AED a procédé à un effort de remboursement spécial en 2020 – cet effort représente un montant d'environ 100 millions d'euros. Finalement, le montant de TVA déductible (Vorsteuer) déclaré par une partie des secteurs était de 48 millions d'euros en deçà des déclarations de l'année 2020.

L'attention est attirée sur le fait que les remboursements importants suivent souvent une imposition. La possibilité de l'AED de procéder au remboursement dépend ainsi de sa capacité à procéder d'abord à l'imposition.

Page 8 : La faveur fiscale en matière de TVA logement (taux de 3 %) offerte aux citoyens s'élève à 50.000 euros par construction, ce qui correspond à un prix de construction de 357.000 euros. Le montant au-delà de ce seuil est imposé à 17%.

Page 13 : Les recettes des droits d'enregistrement des années 2018, 2019 et 2020 ont atteint des niveaux similaires, alors que les recettes de septembre 2021 ont déjà dépassé le seuil atteint à la fin des trois années précédentes. Cet accroissement substantiel des recettes s'explique de la manière suivante : Au cours de l'année 2020, les recettes mensuelles ont toujours été inférieures à celles de 2019 (à l'exception des 3 derniers mois) ; cette baisse est directement liée au confinement qui a eu pour conséquence une diminution des visites de biens immobiliers et donc des ventes (1.769 actes de mutations immobilières en moins, soit -6,3% par rapport à l'année 2019). Ce recul explique le report d'un certain nombre d'actes à l'année 2021. S'ajoutent à cela les faits que les prix immobiliers sont en augmentation constante et contribuent ainsi à l'augmentation des recettes, et qu'un certain nombre d'acquisitions immobilières ont lieu à des fins de location, cas dans lesquels l'acheteur ne peut bénéficier d'un crédit d'impôt en matière d'enregistrement et d'hypothèques. Finalement, la quantité d'actes exceptionnels, c'est-à-dire d'actes générant des droits d'enregistrement dépassant un million d'euros (p.ex. centres commerciaux, immeubles de bureaux), a augmenté de 31% en 2021.

Il est rappelé que l'arrêt de l'application, en impôt sur le revenu, de la mesure du taux du quart du taux global au 31 décembre 2018 a conduit au niveau élevé des recettes des droits d'enregistrement de janvier 2019. La ruée sur l'immobilier fin 2018 a mis le marché de l'immobilier à sec pendant un certain temps, d'où la forte progression des recettes de 2021 par rapport aux recettes de 2019.

Page 14 : Le crédit d'impôt s'élève à 20.000 euros par acquéreur – ce crédit d'impôt correspond à une valeur vénale de 285.000 euros (soit de 571.000 euros par couple). Le montant des crédits d'impôts atteindra un chiffre record en 2021.

Page 15 : La hausse de 21% des recettes de la taxe d'abonnement en 2021 par rapport à l'année 2020 est due pour 57% à la croissance du marché boursier et pour 43% à un excédent des émissions par rapport aux rachats.

Page 17 : Le tableau de la page 17 renseigne sur l'évolution des droits de succession. Les recettes de ces droits varient beaucoup en fonction des dossiers individuels soumis à l'AED. Pour rappel, les successions entre partenaires et entre époux sont exemptés de droits de succession depuis 2018, peu importe s'ils ont des descendants communs ou non (cette disposition entraîne une baisse des recettes). Par contre, la hausse des prix de l'immobilier a irrémédiablement pour conséquence celle des recettes de droits de succession. Quelques dossiers importants concernant des biens immobiliers de grande envergure ont été recensés en 2021.

Page 18 : Le budget pluriannuel est le résultat d'un cadre de travail théorique qui prévoit une évolution à politique constante. A l'égard des recettes issues de la taxe d'abonnement prévues pour les années à venir, l'attention est attirée sur le fait qu'il s'agit d'un impôt extrêmement volatile dont l'évolution est difficilement prévisible et qu'un krach boursier peut avoir un impact dévastateur sur le budget de l'Etat. Quant à la TVA, l'AED devra relever le défi du remboursement de sommes importantes aux personnes/sociétés concernées.

En réponse à une question de M. André Bauler, le Directeur de l'AED indique que les recettes de l'AED estimées dans le projet de budget pluriannuel 2021-2025 dépassent de 300 millions d'euros, les estimations inscrites dans le budget pluriannuel 2019-2023 rien que pour l'année 2023 (dernière année de comparaison possible entre ces deux budgets).

### **Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises**

Le Directeur de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) présente l'évolution des principales recettes de son administration telle qu'elle est explicitée dans la note et les tableaux repris en annexe. Il apporte les explications supplémentaires suivantes :

- La baisse des ventes de diesel en 2021 par rapport à 2019 s'élève à 350 millions de litres de diesel ou à 400 millions de litres essence et diesel cumulés (à la fin septembre).
- Le recul de 10,75% des recettes des droits de douane prélevés en 2021 par rapport à celles de 2020 s'explique par la hausse inhabituelle de ces recettes en 2020 en relation avec le passage par le Luxembourg d'un grand nombre de marchandises destinées à l'UE au cours de la pandémie.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Suite à une observation de M. Bauler selon laquelle les recettes 2021 de l'ADA par rapport à celles de 2020 augmentent également en raison de la hausse des prix de la matière première, il est précisé que tel est le cas uniquement au niveau du tabac, seul produit affecté par une taxe « ad valorem », c'est-à-dire proportionnelle à sa valeur. Les accises appliquées aux huiles minérales sont basées sur la quantité achetée (par contre la TVA augmente en fonction du prix initial de la matière première).
- M. Gilles Roth revient à la baisse de 400 millions de litres des ventes d'essence et de diesel en 2021 par rapport à 2019 et souhaite connaître la moins-value que représente cette baisse.

Le Directeur de l'ADA indique que ces ventes en moins représentent -7,04 millions d'euros pour l'essence et -48,48 millions d'euros pour le diesel, soit -55,5 millions d'euros en tout (la réduction des ventes étant en grande partie compensée par les recettes de la taxe CO2). S'agissant de chiffres calculés à la fin septembre, une estimation approximative du montant sur l'année entière pourrait aboutir à un chiffre de -70 millions d'euros environ.

Les recettes de la taxe CO2 sont estimées à environ 200 millions d'euros fin 2021.

Il est rappelé que l'essence et le diesel sont soumis à l'accise commune (U.E.B.L.), à l'accise autonome, à la contribution sociale et à la contribution taxe CO2. Une baisse des quantités vendues entraîne donc une baisse de l'ensemble des recettes prélevées sur base des accises précitées. La moins-value de 70 millions d'euros est le solde de la baisse de l'ensemble des accises en fonction de la baisse des ventes.

- En réponse à une question de M. Georges Engel, le Directeur de l'ADA confirme que le niveau de recettes 2021 de l'ADA sera à peu près équivalent à celui de l'année 2018. Les moins-values subies sur l'essence et sur le diesel sont compensées par des plus-values au niveau du tabac en 2021.
- Il est précisé que le passage figurant à la page 3 du document de l'ADA et selon lequel « avec une taxation des émissions CO2 à 25 respectivement 30 euros/t pour les années 2022 et 2023, le prix du gasoil professionnel au Luxembourg devance de loin celui de la

Belgique et atteint le niveau du prix appliqué en France » vaut uniquement « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire hors changements ou interventions des Etats concernés sur leurs prix.

2. 7867 **Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007, ainsi que l'Avenant, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 11 décembre 2007**

Le projet de rapport est approuvé à l'unanimité.

Les membres de la Commission choisissent le modèle de base pour les débats en séance plénière.

Luxembourg, le 8 novembre 2021

Annexes :

- Rapport explicatif au 18 octobre 2021 de l'AED
- Note concernant l'évolution des principales recettes de l'ADA en 2020

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Administration de l'enregistrement,  
des domaines et de la TVA



# Rapport explicatif pour la COFIBU du 18 octobre 2021

Projet de Budget 2022

Programme pluriannuel 2021 - 2025

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES  
ET DE LA TVA

Direction de l'AED

1-3, av. Guillaume  
L-1651 Luxembourg

Tél. : +352 2478 0800

Fax : +352 2479 0400

[pfi.public.lu](http://pfi.public.lu)

# Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Evolution budgétaire 2020 - 2021 et projet de Budget 2022                             | 1  |
| Evolution mensuelle des recettes brutes 2019-2021                                     | 2  |
| Evolution mensuelle des remboursements 2019-2021                                      | 3  |
| Evolution mensuelle de la TVA 2019-2021   | 4  |
| Provenance de la TVA selon les secteurs économiques                                   | 5  |
| Evolution de la TVA 2018 - 2021 (résultats cumulés)                                   | 6  |
| Evolution des remboursements de TVA 2018 - 2021 (résultats cumulés)                   | 7  |
| Remboursement TVA logement et application directe du taux de 3%                       | 8  |
| Structure des montants de TVA à recouvrer 2016 - 2021                                 | 9  |
| Structure des montants de TVA à rembourser 2016 - 2021                                | 10 |
| Structure des montants de TVA à recouvrer / rembourser-assujettis en activité normale | 11 |
| Structure des montants de TVA à recouvrer / rembourser en % des recettes brutes       | 12 |
| Evolution des droits d'enregistrement 2018 - 2021 (résultats cumulés)                 | 13 |
| Crédit d'impôt en matière de droits d'enregistrement et d'hypothèques                 | 14 |
| Evolution de la taxe d'abonnement 2018 - 2021 (résultats cumulés)                     | 15 |
| Prorata « actifs nets des OPC et recettes de la taxe d'abonnement » 2000 - 2021       | 16 |
| Evolution des droits de succession 2018 - 2021 (résultats cumulés)                    | 17 |
| Projet de Budget pluriannuel 2022 - 2025  | 18 |



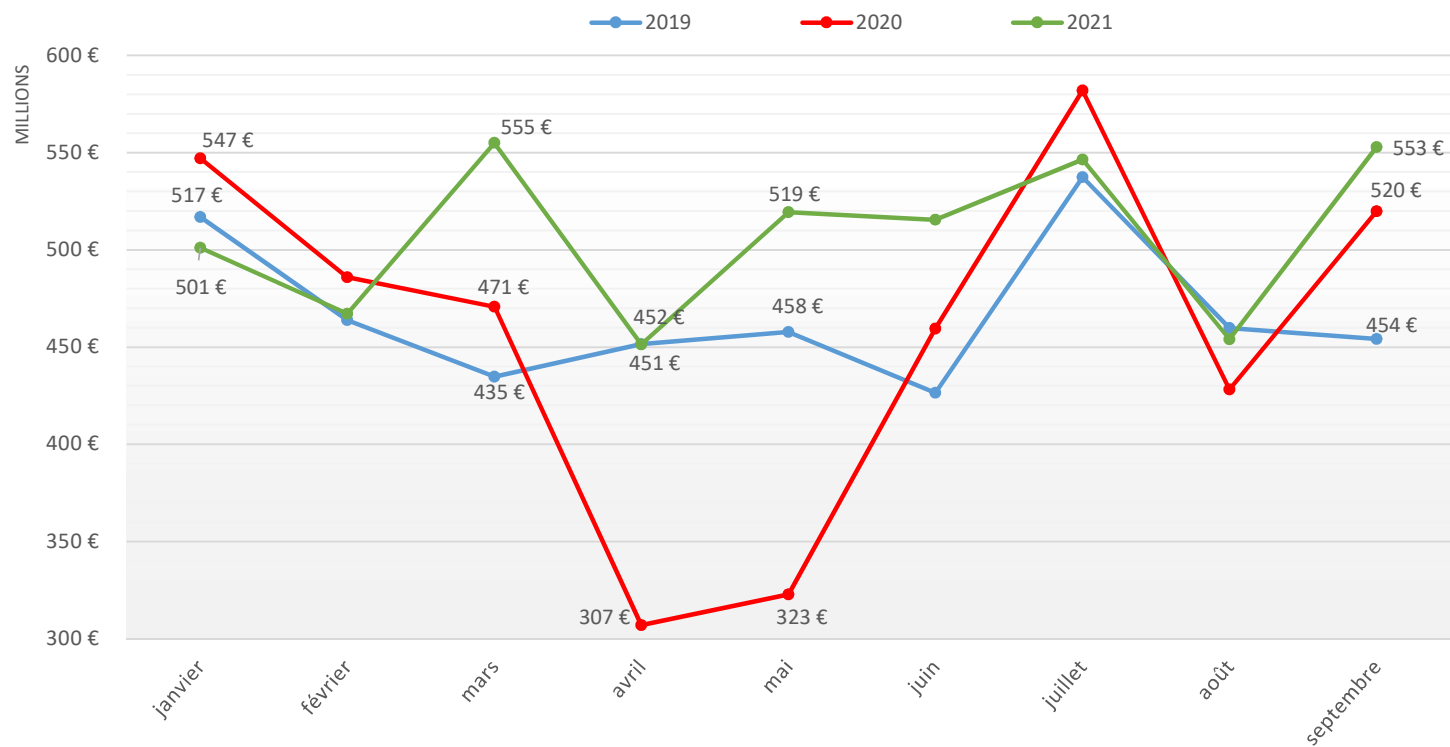
## ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DE LA TVA

| Article  | Code fonct. | Libellé                            | <u>2020</u>            | <u>2021</u>            |                        | <u>2021 Estimation/ 2021 Budget</u> |               |
|--|-------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------------|---------------|
|  |             |                                    | Compte                 | Budget voté            | Estimation             | $\Delta$ en €                       | $\Delta$ en % |
| <b>Section 64.6 - Impôts, droits et taxes</b>    |             |                                    |                        |                        |                        |                                     |               |
| 36.000   | 13.60       | Taxe sur la valeur ajoutée         | 3.843.379.544 €        | 4.012.827.164 €        | 4.561.717.000 €        | 548.889.836 €                       | 13,7%         |
| 36.032   | 13.60       | Taxe d'abonnement                  | 1.050.378.110 €        | 1.093.989.000 €        | 1.283.693.000 €        | 189.704.000 €                       | 17,3%         |
| 36.050   | 13.60       | Droits d'enregistrement            | 360.238.828 €          | 383.857.000 €          | 478.433.000 €          | 94.576.000 €                        | 24,6%         |
| 36.030   | 13.60       | Droits d'hypothèques               | 68.173.963 €           | 75.595.000 €           | 87.974.000 €           | 12.379.000 €                        | 16,4%         |
| 36.100   | 11.70       | Taxe sur les assurances            | 60.468.537 €           | 62.200.000 €           | 63.300.000 €           | 1.100.000 €                         | 1,8%          |
| <b>Section 64.7 - Recettes domaniales</b>        |             |                                    |                        |                        |                        |                                     |               |
| 16.010   | 01.25       | Loyers d'immeubles des entreprises | 86.027.701 €           | 74.205.000 €           | 84.148.000 €           | 9.943.000 €                         | 13,4%         |
| <b>Section 94.1 - Autres recettes en capital</b> |             |                                    |                        |                        |                        |                                     |               |
| 56.040   | 13.60       | Droits de succession               | 80.151.107 €           | 85.000.000 €           | 100.000.000 €          | 15.000.000 €                        | 17,6%         |
| <b>TOTAL</b>                                     |             |                                    | <b>5.548.817.791 €</b> | <b>5.787.673.164 €</b> | <b>6.659.265.000 €</b> | <b>871.591.836 €</b>                | <b>15,1%</b>  |

| Article  | Code fonct. | Libellé                            | <u>2021</u>            |                        | <u>2022</u>            | <u>2022 Projet de Budget/ 2021 Estim.</u> |               |
|--|-------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|---|---------------|
|  |             |                                    | Budget voté            | Estimation             | Projet de Budget       | $\Delta$ en €                             | $\Delta$ en % |
| <b>Section 64.6 - Impôts, droits et taxes</b>    |             |                                    |                        |                        |                        |   |               |
| 36.000   | 13.60       | Taxe sur la valeur ajoutée         | 4.012.827.164 €        | 4.561.717.000 €        | 4.779.338.000 €        | 217.621.000 €                             | 4,8%          |
| 36.032   | 13.60       | Taxe d'abonnement                  | 1.093.989.000 €        | 1.283.693.000 €        | 1.380.302.000 €        | 96.609.000 €                              | 7,5%          |
| 36.050   | 13.60       | Droits d'enregistrement            | 383.857.000 €          | 478.433.000 €          | 524.670.000 €          | 46.237.000 €                              | 9,7%          |
| 36.030   | 13.60       | Droits d'hypothèques               | 75.595.000 €           | 87.974.000 €           | 95.505.000 €           | 7.531.000 €                               | 8,6%          |
| 36.100   | 11.70       | Taxe sur les assurances            | 62.200.000 €           | 63.300.000 €           | 66.200.000 €           | 2.900.000 €                               | 4,6%          |
| <b>Section 64.7 - Recettes domaniales</b>        |             |                                    |                        |                        |                        |   |               |
| 16.010   | 01.25       | Loyers d'immeubles des entreprises | 74.205.000 €           | 84.148.000 €           | 81.362.000 €           | -2.786.000 €                              | -3,3%         |
| <b>Section 94.1 - Autres recettes en capital</b> |             |                                    |                        |                        |                        |   |               |
| 56.040   | 13.60       | Droits de succession               | 85.000.000 €           | 100.000.000 €          | 85.000.000 €           | -15.000.000 €                             | -15,0%        |
| <b>TOTAL</b>                                     |             |                                    | <b>5.787.673.164 €</b> | <b>6.659.265.000 €</b> | <b>7.012.377.000 €</b> | <b>353.112.000 €</b>                      | <b>5,3%</b>   |

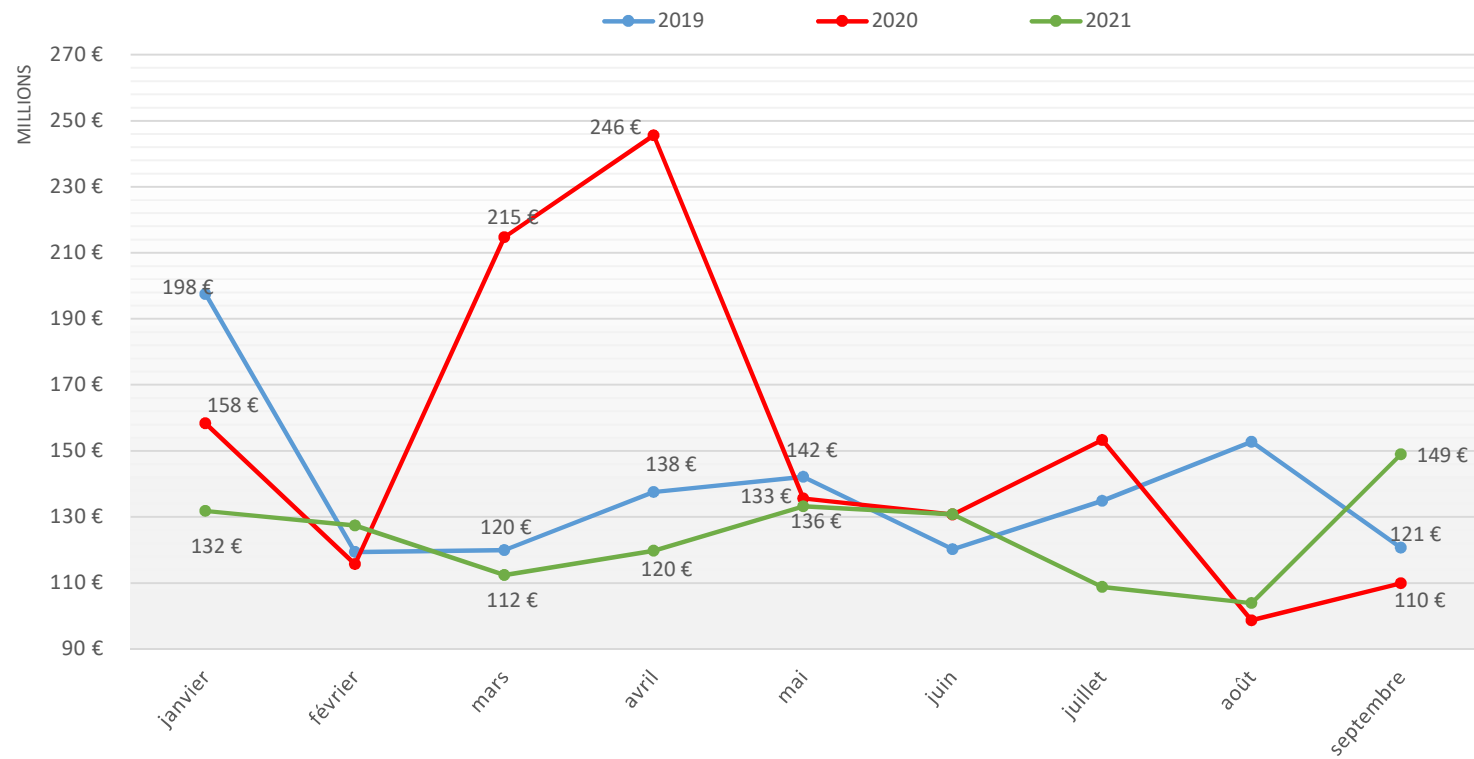
## EVOLUTION MENSUELLE DES RECETTES BRUTES DE TVA 2019-2021

| Mois      | 2019          | 2020          | 2021          | $\Delta 21/20$ en % | $\Delta 21/19$ en % |
|-----------|---------------|---------------|---------------|---------------------|---------------------|
| janvier   | 516.897.282 € | 547.047.108 € | 501.078.214 € | - 8,4               | - 3,1               |
| février   | 463.809.942 € | 485.886.494 € | 467.063.616 € | - 3,9               | 0,7                 |
| mars      | 434.745.954 € | 470.753.581 € | 555.005.771 € | 17,9                | 27,7                |
| avril     | 451.536.341 € | 306.920.227 € | 451.406.782 € | 47,1                | - 0,0               |
| mai       | 457.694.110 € | 322.647.661 € | 519.459.969 € | 61,0                | 13,5                |
| juin      | 426.453.089 € | 459.410.718 € | 515.528.298 € | 12,2                | 20,9                |
| juillet   | 537.417.862 € | 582.029.415 € | 546.393.112 € | - 6,1               | 1,7                 |
| août      | 459.831.067 € | 428.187.838 € | 453.944.445 € | 6,0                 | - 1,3               |
| septembre | 454.130.586 € | 519.847.845 € | 552.906.710 € | 6,4                 | 21,8                |



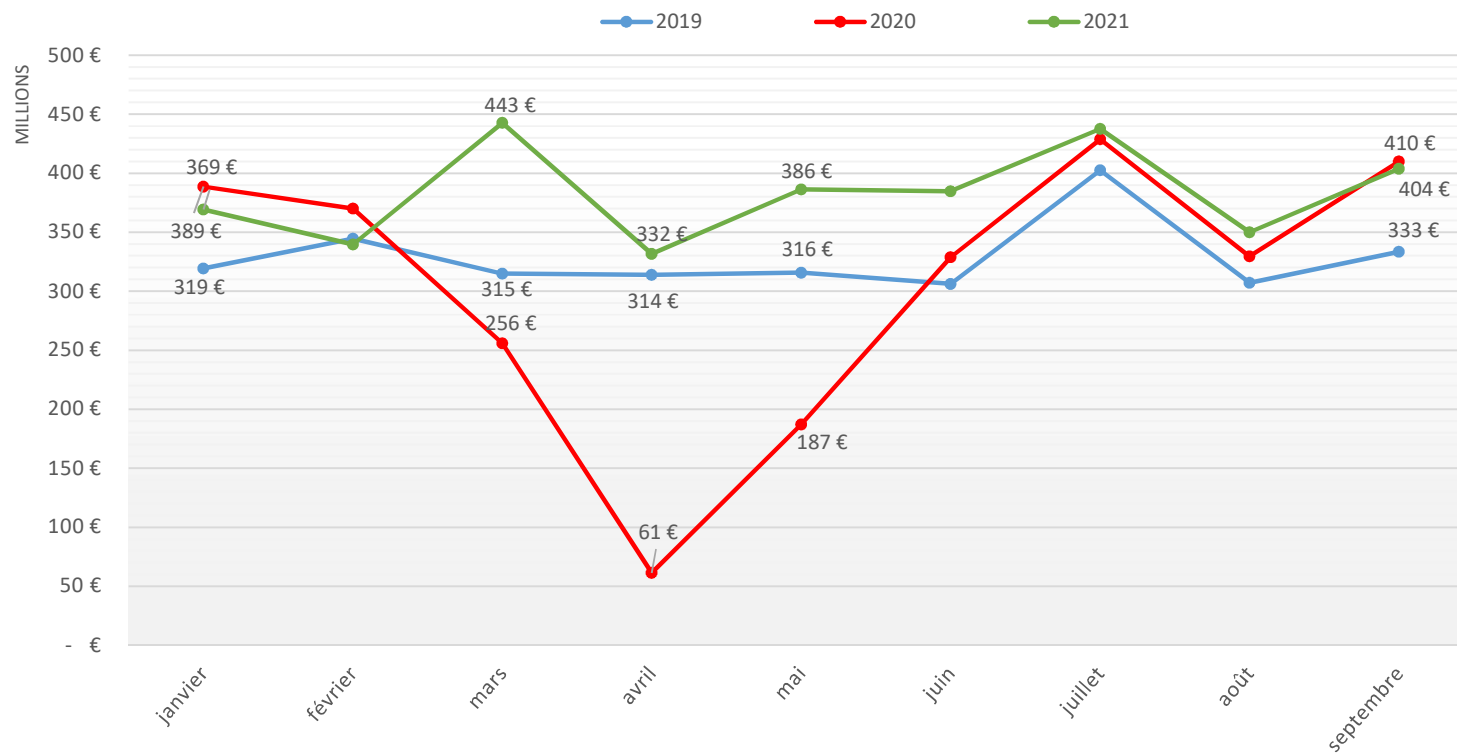
## EVOLUTION MENSUELLE DES REMBOURSEMENTS 2019-2021

| Mois      | 2019          | 2020          | 2021          | $\Delta 21/20$ en % | $\Delta 21/19$ en % |
|-----------|---------------|---------------|---------------|---------------------|---------------------|
| janvier   | 197.530.198 € | 158.312.446 € | 131.846.598 € | - 16,7              | - 33,3              |
| février   | 119.330.598 € | 115.713.740 € | 127.433.085 € | 10,1                | 6,8                 |
| mars      | 119.908.931 € | 214.742.975 € | 112.358.125 € | - 47,7              | - 6,3               |
| avril     | 137.562.622 € | 245.622.022 € | 119.742.426 € | - 51,2              | - 13,0              |
| mai       | 142.107.467 € | 135.577.246 € | 133.176.094 € | - 1,8               | - 6,3               |
| juin      | 120.214.140 € | 130.700.248 € | 130.760.363 € | 0,0                 | 8,8                 |
| juillet   | 134.827.391 € | 153.300.825 € | 108.815.310 € | - 29,0              | - 19,3              |
| août      | 152.747.506 € | 98.663.669 €  | 103.877.486 € | 5,3                 | - 32,0              |
| septembre | 120.705.358 € | 109.924.747 € | 148.970.179 € | 35,5                | 23,4                |



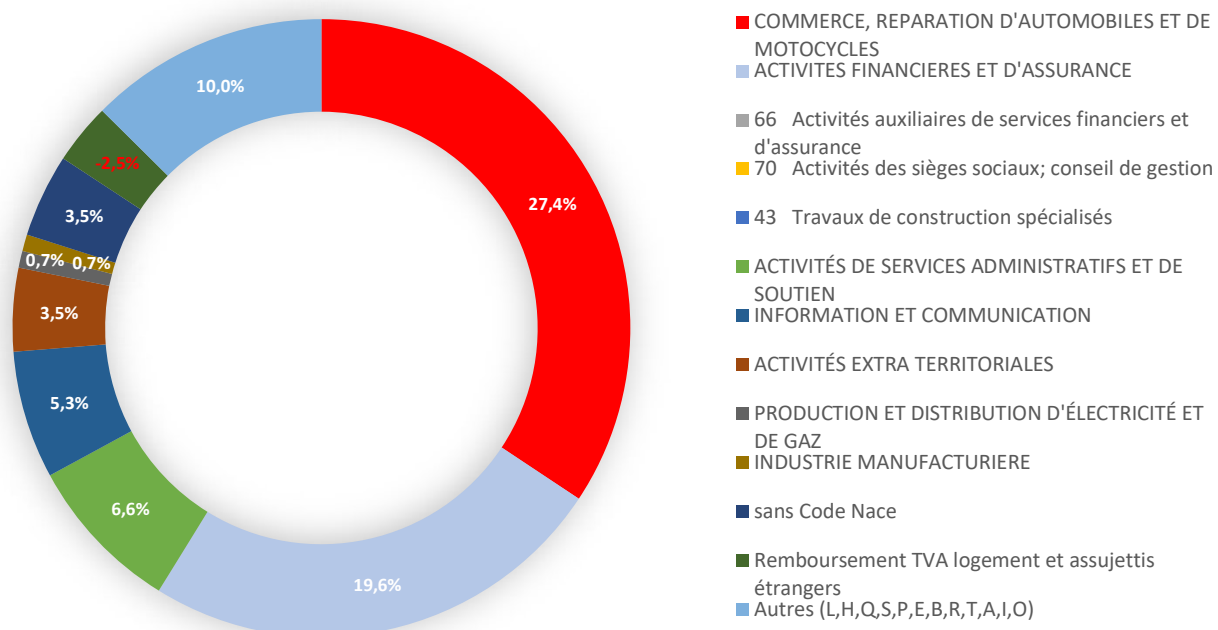
## EVOLUTION MENSUELLE DES RECETTES DE TVA 2019-2021

| Mois      | 2019          | 2020          | 2021          | Δ21/20 en % | Δ21/19 en % |
|-----------|---------------|---------------|---------------|-------------|-------------|
| janvier   | 319.367.084 € | 388.734.661 € | 369.231.617 € | - 5,0       | 15,6        |
| février   | 344.479.344 € | 370.172.754 € | 339.630.531 € | - 8,3       | - 1,4       |
| mars      | 314.837.024 € | 256.010.606 € | 442.647.645 € | 72,9        | 40,6        |
| avril     | 313.973.718 € | 61.298.205 €  | 331.664.355 € | 441,1       | 5,6         |
| mai       | 315.586.643 € | 187.070.415 € | 386.283.876 € | 106,5       | 22,4        |
| juin      | 306.238.949 € | 328.710.470 € | 384.767.936 € | 17,1        | 25,6        |
| juillet   | 402.590.471 € | 428.728.591 € | 437.577.802 € | 2,1         | 8,7         |
| août      | 307.083.561 € | 329.524.170 € | 350.066.959 € | 6,2         | 14,0        |
| septembre | 333.425.228 € | 409.923.097 € | 403.936.532 € | - 1,5       | 21,1        |



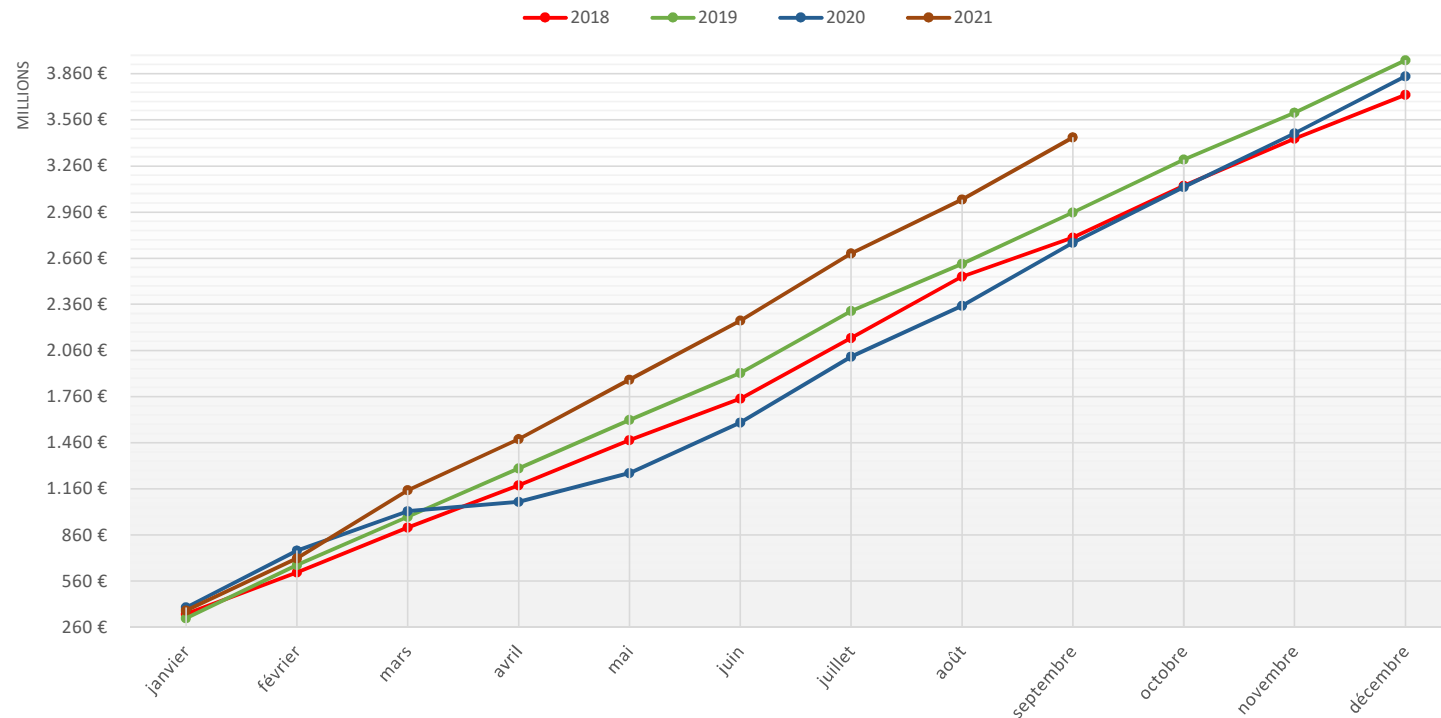
## PROVENANCE DE LA TVA SELON LES SECTEURS ECONOMIQUES : MOIS DE JANVIER A SEPTEMBRE

| Section  |  | 2021                   |               |
|----------|--|------------------------|---------------|
|          |  | Recettes TVA           | en %          |
| <b>G</b> | <b>COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES</b>     | <b>944.397.547 €</b>   | <b>27,4%</b>  |
|          | 45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles       | 276.339.151 €          |               |
|          | 46 Commerce de gros à l'exception de 45                        | 382.118.558 €          |               |
|          | 47 Commerce de détail à l'exception de 45                      | 285.939.838 €          |               |
| <b>K</b> | <b>ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE</b>                    | <b>674.667.986 €</b>   | <b>19,6%</b>  |
|          | 64 Activités des services financiers, hors assurance           | 437.211.790 €          |               |
|          | 65 Assurance   | 62.409.519 €           |               |
|          | 66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance | 175.046.678 €          |               |
| <b>M</b> | <b>ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES</b>     | <b>488.298.053 €</b>   | <b>14,2%</b>  |
|          | 69 Activités juridiques et comptables                          | 329.063.425 €          |               |
|          | 70 Activités des sièges sociaux; conseil de gestion            | 43.696.750 €           |               |
| <b>F</b> | <b>CONSTRUCTION</b>  | <b>380.116.533 €</b>   | <b>11,0%</b>  |
|          | 41 Construction de bâtiments                                   | 80.531.576 €           |               |
|          | 42 Génie civil   | 49.063.310 €           |               |
|          | 43 Travaux de construction spécialisés                         | 250.521.647 €          |               |
| <b>N</b> | <b>ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN</b>      | <b>227.605.742 €</b>   | <b>6,6%</b>   |
| <b>J</b> | <b>INFORMATION ET COMMUNICATION</b>                            | <b>184.252.613 €</b>   | <b>5,3%</b>   |
| <b>U</b> | <b>ACTIVITÉS EXTRA TERRITORIALES</b>                           | <b>119.555.648 €</b>   | <b>3,5%</b>   |
| <b>D</b> | <b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ</b>      | <b>24.531.224 €</b>    | <b>0,7%</b>   |
| <b>C</b> | <b>INDUSTRIE MANUFACTURIERE</b>                                | <b>23.800.907 €</b>    | <b>0,7%</b>   |
| <b>X</b> | <b>sans Code Nace</b>  | <b>120.225.123 €</b>   | <b>3,5%</b>   |
|          | <b>Remboursement TVA logement et assujettis étrangers</b>      | <b>- 87.574.747 €</b>  | <b>-2,5%</b>  |
|          | <b>Autres (L,H,Q,S,P,E,B,R,T,A,I,O)</b>                        | <b>345.930.624 €</b>   | <b>10,0%</b>  |
|          | <b>TOTAL</b>   | <b>3.445.807.252 €</b> | <b>100,0%</b> |



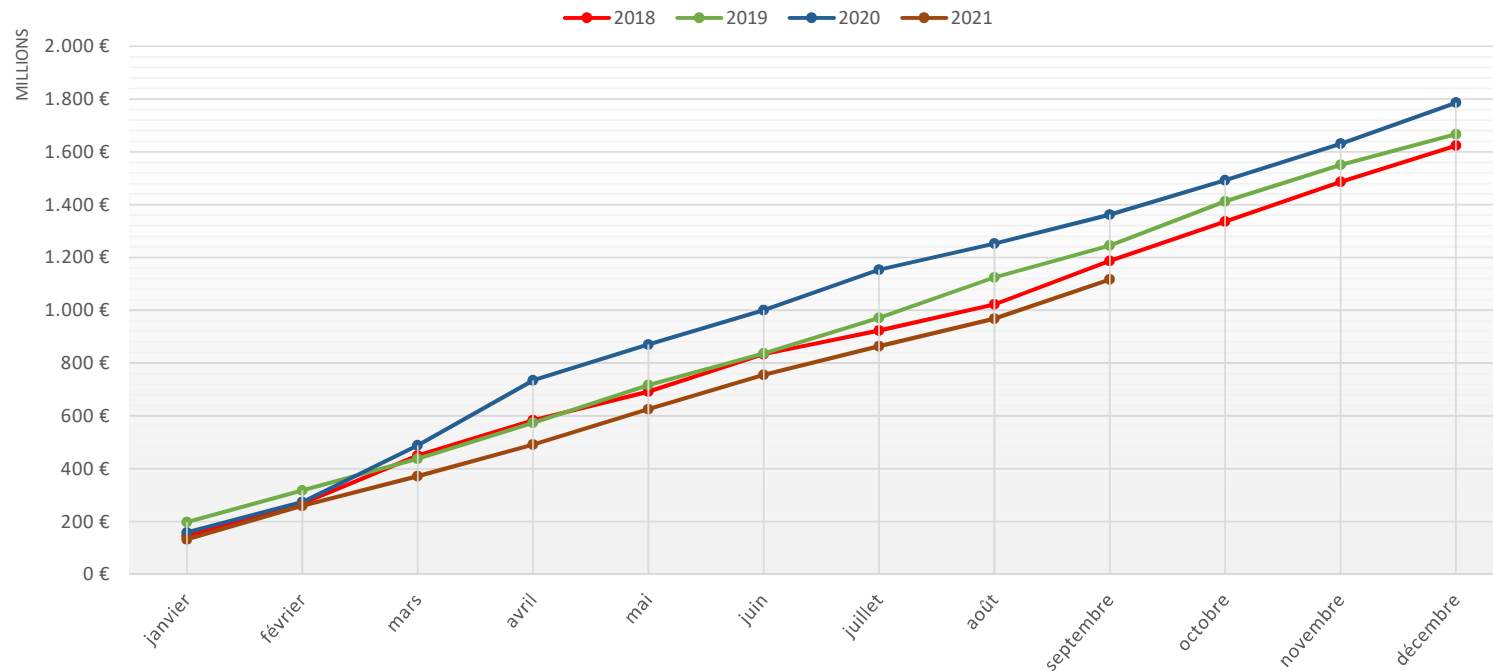
## EVOLUTION DE LA TVA 2018 - 2021 ( Résultats cumulés en euros)

| Mois             | 2018                   | 2019                   | Δ19/18    | 2020                   | Δ20/19     | 2021                   | Δ21/20     | Δ21/19     |
|------------------|------------------------|------------------------|-----------|------------------------|------------|------------------------|------------|------------|
| janvier          | 346.380.313 €          | 319.367.084 €          | -8%       | 388.734.661 €          | 22%        | 369.231.617 €          | -5%        | 16%        |
| février          | 616.815.442 €          | 663.846.427 €          | 8%        | 758.907.416 €          | 14%        | 708.862.147 €          | -7%        | 7%         |
| mars             | 908.295.924 €          | 978.683.451 €          | 8%        | 1.014.918.021 €        | 4%         | 1.151.509.793 €        | 13%        | 18%        |
| avril            | 1.184.381.667 €        | 1.292.657.169 €        | 9%        | 1.076.216.226 €        | -17%       | 1.483.174.148 €        | 38%        | 15%        |
| mai              | 1.476.873.181 €        | 1.608.243.812 €        | 9%        | 1.263.286.641 €        | -21%       | 1.869.458.024 €        | 48%        | 16%        |
| juin             | 1.746.336.430 €        | 1.914.482.761 €        | 10%       | 1.591.997.112 €        | -17%       | 2.254.225.959 €        | 42%        | 18%        |
| juillet          | 2.141.972.394 €        | 2.317.073.232 €        | 8%        | 2.020.725.702 €        | -13%       | 2.691.803.761 €        | 33%        | 16%        |
| août             | 2.541.105.693 €        | 2.624.156.793 €        | 3%        | 2.350.249.872 €        | -10%       | 3.041.870.720 €        | 29%        | 16%        |
| <b>septembre</b> | <b>2.793.708.986 €</b> | <b>2.957.582.021 €</b> | <b>6%</b> | <b>2.760.172.969 €</b> | <b>-7%</b> | <b>3.445.807.252 €</b> | <b>25%</b> | <b>17%</b> |
| octobre          | 3.130.683.016 €        | 3.302.365.986 €        | 5%        | 3.122.217.377 €        | -5%        |                        |            |            |
| novembre         | 3.438.185.072 €        | 3.606.197.042 €        | 5%        | 3.471.236.668 €        | -4%        |                        |            |            |
| <b>décembre</b>  | <b>3.723.925.728 €</b> | <b>3.948.031.222 €</b> | <b>6%</b> | <b>3.843.379.544 €</b> | <b>-3%</b> |                        |            |            |



### EVOLUTION DES REMBOURSEMENTS DE TVA 2018 - 2021 ( Résultats cumulés en euros)

| Mois             | 2018                   | 2019                   | 2020                   | Δ20/19    | 2021                   | Δ21/20      | Δ21/19      |
|------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------|------------------------|-------------|-------------|
| janvier          | 144.501.311 €          | 197.530.198 €          | 158.312.446 €          | -20%      | 131.846.598 €          | -17%        | -33%        |
| février          | 266.837.362 €          | 316.860.796 €          | 274.026.186 €          | -14%      | 259.279.683 €          | -5%         | -18%        |
| mars             | 449.473.488 €          | 436.769.727 €          | 488.769.161 €          | 12%       | 371.637.808 €          | -24%        | -15%        |
| avril            | 583.759.340 €          | 574.332.349 €          | 734.391.184 €          | 28%       | 491.380.235 €          | -33%        | -14%        |
| mai              | 691.981.445 €          | 716.439.816 €          | 869.968.429 €          | 21%       | 624.556.328 €          | -28%        | -13%        |
| juin             | 833.328.312 €          | 836.653.956 €          | 1.000.668.677 €        | 20%       | 755.316.691 €          | -25%        | -10%        |
| juillet          | 923.308.560 €          | 971.481.347 €          | 1.153.969.502 €        | 19%       | 864.132.001 €          | -25%        | -11%        |
| août             | 1.022.406.405 €        | 1.124.228.853 €        | 1.252.633.171 €        | 11%       | 968.009.487 €          | -23%        | -14%        |
| <b>septembre</b> | <b>1.187.222.194 €</b> | <b>1.244.934.211 €</b> | <b>1.362.557.919 €</b> | <b>9%</b> | <b>1.116.979.665 €</b> | <b>-18%</b> | <b>-10%</b> |
| octobre          | 1.336.150.455 €        | 1.412.205.804 €        | 1.492.530.181 €        | 6%        |                        |             |             |
| novembre         | 1.486.271.588 €        | 1.551.406.777 €        | 1.630.880.322 €        | 5%        |                        |             |             |
| <b>décembre</b>  | <b>1.623.737.405 €</b> | <b>1.666.857.062 €</b> | <b>1.786.284.322 €</b> | <b>7%</b> |                        |             |             |



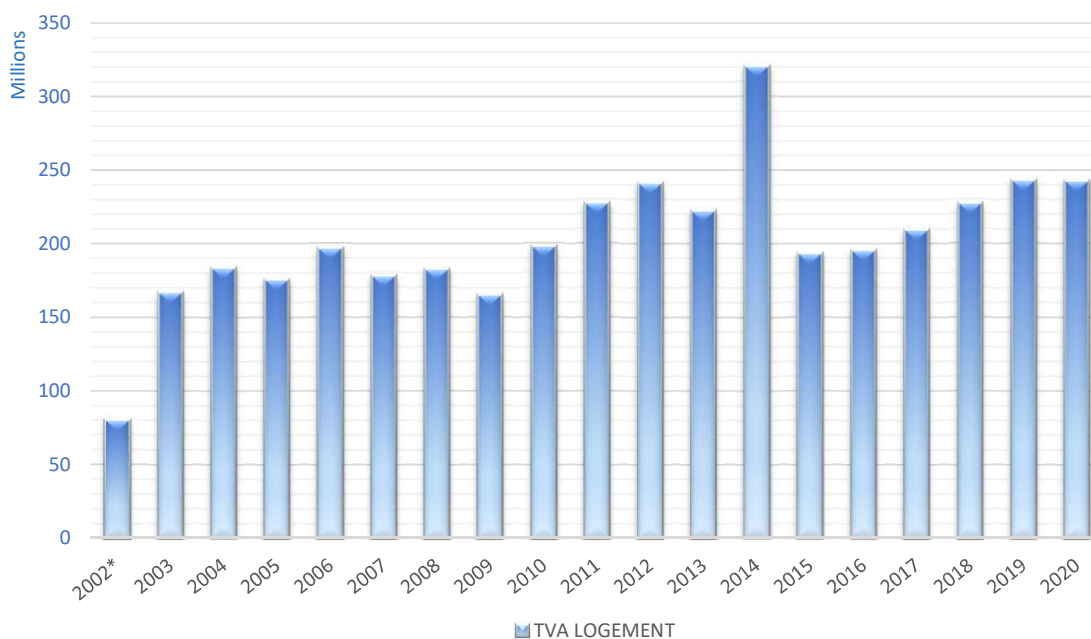
## TVA LOGEMENT

### IMPACT FINANCIER 2002 - 2021

| Année  | Montant de TVA remboursé | Montant faveur fiscale "application directe 3%" | TOTAL ANNUEL  |
|--------|--------------------------|---|---------------|
| 2002*  | 62.514.037 €             | 17.624.338 €                                    | 80.138.375 €  |
| 2003   | 82.883.365 €             | 83.844.409 €                                    | 166.727.774 € |
| 2004   | 71.970.030 €             | 111.660.513 €                                   | 183.630.543 € |
| 2005   | 53.546.647 €             | 122.089.206 €                                   | 175.635.853 € |
| 2006   | 46.161.611 €             | 150.608.158 €                                   | 196.769.769 € |
| 2007   | 29.942.245 €             | 148.127.814 €                                   | 178.070.059 € |
| 2008   | 30.823.021 €             | 151.698.355 €                                   | 182.521.376 € |
| 2009   | 27.395.038 €             | 137.475.754 €                                   | 164.870.793 € |
| 2010   | 31.041.043 €             | 166.969.947 €                                   | 198.010.990 € |
| 2011   | 38.533.813 €             | 188.713.746 €                                   | 227.247.559 € |
| 2012   | 38.797.539 €             | 202.352.278 €                                   | 241.149.817 € |
| 2013   | 33.837.674 €             | 188.493.245 €                                   | 222.330.919 € |
| 2014   | 23.736.824 €             | 296.913.914 €                                   | 320.650.738 € |
| 2015   | 33.166.826 €             | 159.793.901 €                                   | 192.960.727 € |
| 2016   | 27.806.141 €             | 167.608.611 €                                   | 195.414.752 € |
| 2017   | 21.263.759 €             | 188.045.817 €                                   | 209.309.576 € |
| 2018   | 24.848.553 €             | 202.302.513 €                                   | 227.151.067 € |
| 2019   | 29.897.846 €             | 213.110.400 €                                   | 243.008.247 € |
| 2020   | 28.864.103 €             | 213.777.609 €                                   | 242.641.712 € |
| 2021** | 19.840.573 €             | 177.812.682 €                                   | 197.653.256 € |

\*01.11.2002 - 31.12.2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"

\*\* Situation au 30.09.2021

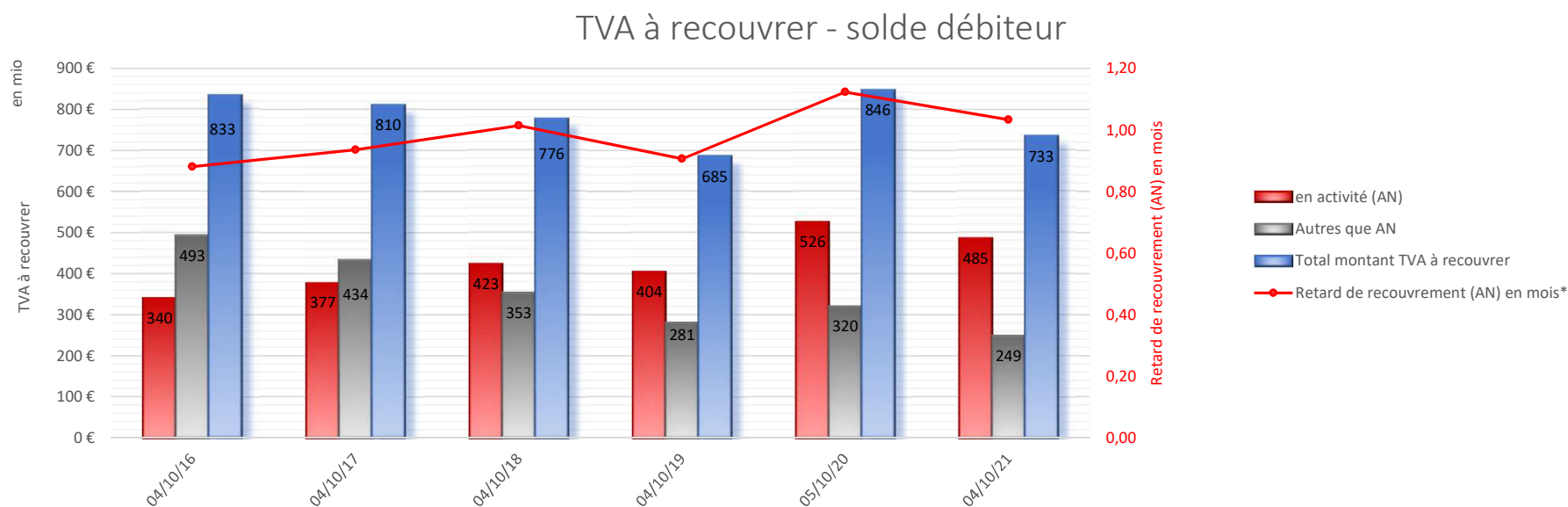




## STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER 2016 - 2021

| Arriérés TVA au                             | 4 octobre 2016 |                      | 4 octobre 2017 |                      | 4 octobre 2018 |                      | 4 octobre 2019 |                      | 5 octobre 2020 |                      | 4 octobre 2021 |                      |
|---|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|
|   | Nbre           | Solde débiteur       | Nbre           | Solde débiteur       | Nbre           | Solde débiteur       | Nbre           | Solde débiteur       | Nbre           | Solde débiteur       | Nbre           | Solde débiteur       |
| <b>en activité (AN)</b>                     | <b>20.189</b>  | <b>340.298.161 €</b> | <b>20.697</b>  | <b>376.797.124 €</b> | <b>22.934</b>  | <b>422.784.997 €</b> | <b>21.323</b>  | <b>403.961.090 €</b> | <b>26.361</b>  | <b>525.606.527 €</b> | <b>23.493</b>  | <b>484.772.581 €</b> |
| en cessation                                | 3.741          | 55.629.505 €         | 3.437          | 48.493.704 €         | 3.034          | 33.809.202 €         | 2.703          | 37.090.305 €         | 2.783          | 108.992.844 €        | 2.496          | 35.222.367 €         |
| en faillite                                 | 4.643          | 374.308.538 €        | 4.708          | 337.689.786 €        | 3.938          | 270.465.505 €        | 3.813          | 219.296.789 €        | 3.442          | 191.200.581 €        | 3.305          | 190.625.114 €        |
| en gestion contrôlée                        | 9              | 2.014.197 €          | 17             | 2.158.171 €          | 12             | 1.760.652 €          | 20             | 1.770.052 €          | 17             | 1.358.053 €          | 14             | 942.102 €            |
| en liquidation amiable                      | 634            | 29.456.654 €         | 616            | 16.142.164 €         | 523            | 25.172.478 €         | 448            | 12.746.345 €         | 415            | 11.175.287 €         | 362            | 14.614.134 €         |
| en liquidation judiciaire                   | 740            | 31.111.847 €         | 739            | 29.086.225 €         | 635            | 22.061.973 €         | 567            | 9.752.718 €          | 506            | 7.307.476 €          | 535            | 7.113.313 €          |
| succession vacante                          | 0              | - €                  | 0              | - €                  | 1              | 9.053 €              | 0              | - €                  | 0              | - €                  | 0              | - €                  |
| <b>Total montant TVA à recouvrer</b>        | <b>29.956</b>  | <b>832.818.903 €</b> | <b>30.214</b>  | <b>810.367.174 €</b> | <b>31.077</b>  | <b>776.063.860 €</b> | <b>28.874</b>  | <b>684.617.298 €</b> | <b>33.524</b>  | <b>845.640.769 €</b> | <b>30.205</b>  | <b>733.289.610 €</b> |
| Dont irrécouvrable                          |                | 492.520.742 €        |                | 433.570.050 €        |                | 353.278.863 €        |                | 280.656.209 €        |                | 320.034.241 €        |                | 248.517.030 €        |
| Montant irrécouvrable en %                  |                | 59,1%                |                | 53,5%                |                | 45,5%                |                | 41,0%                |                | 37,8%                |                | 33,9%                |
| <b>Retard de recouvrement (AN) en mois*</b> |                | <b>0,88</b>          |                | <b>0,94</b>          |                | <b>1,01</b>          |                | <b>0,91</b>          |                | <b>1,12</b>          |                | <b>1,03</b>          |
| Total assuj. AN                             | 69.000         |                      | 71.133         |                      | 74.594         |                      | 77.562         |                      | 81.046         |                      | 82.535         |                      |
| Assuj. AN avec SD/ Total assuj. AN          | 29,3%          |                      | 29,1%          |                      | 30,7%          |                      | 27,5%          |                      | 32,5%          |                      | 28,5%          |                      |

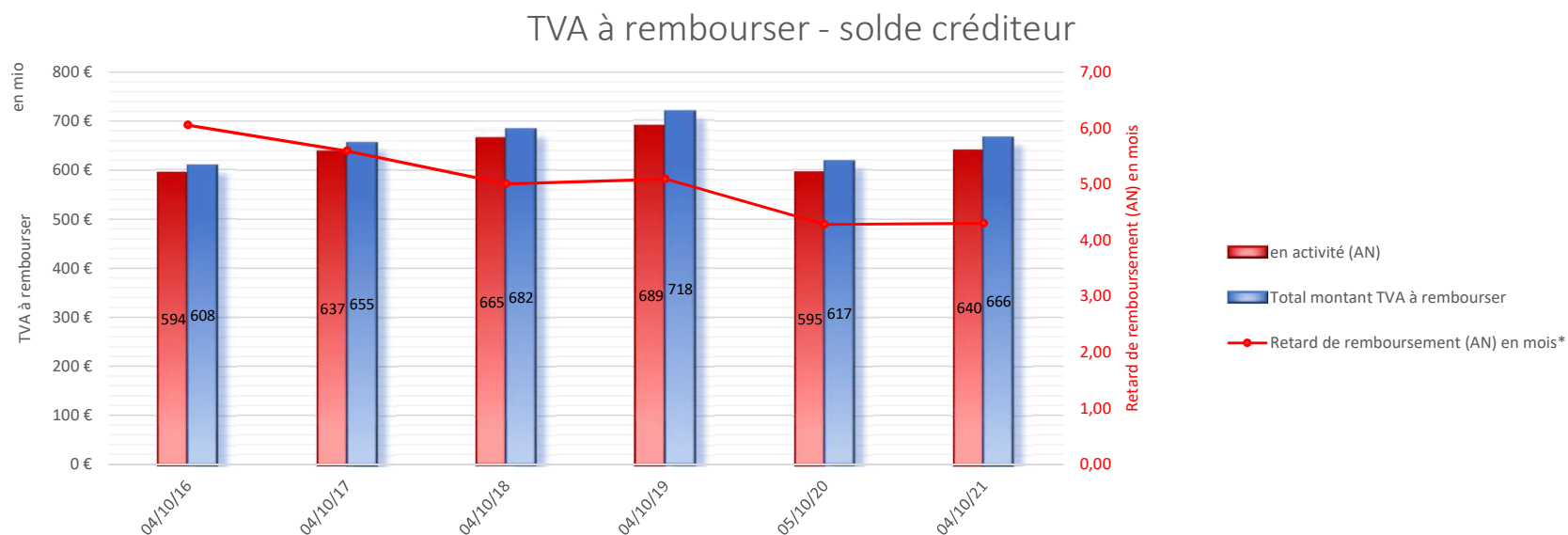
\* Montant à recouvrer AN en T / Recette mensuelle brute moyenne en T-1 = retard en mois



## STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A REMBOURSER 2016 - 2021

| Arriérés TVA au                              | 4 octobre 2016 |                      | 4 octobre 2017 |                      | 4 octobre 2018 |                      | 4 octobre 2019 |                      | 5 octobre 2020 |                      | 4 octobre 2021 |                      |
|--|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|
|  | Nbre           | Solde créditeur      | Nbre           | Solde créditeur      | Nbre           | Solde créditeur      | Nbre           | Solde créditeur      | Nbre           | Solde créditeur      | Nbre           | Solde créditeur      |
| <b>en activité (AN)</b>                      | <b>26.543</b>  | <b>593.645.563 €</b> | <b>27.662</b>  | <b>636.913.842 €</b> | <b>28.403</b>  | <b>664.536.724 €</b> | <b>29.479</b>  | <b>688.954.142 €</b> | <b>24.459</b>  | <b>594.790.457 €</b> | <b>31.409</b>  | <b>640.056.788 €</b> |
| en cessation                                 | 1.821          | 7.749.746 €          | 1.903          | 8.067.339 €          | 1.574          | 8.234.097 €          | 1.705          | 11.280.022 €         | 1.396          | 7.510.441 €          | 1.793          | 11.673.267 €         |
| en faillite                                  | 40             | 435.166 €            | 42             | 413.743 €            | 3              | 2.682 €              | 9              | 8.555 €              | 12             | 6.429 €              | 22             | 35.663 €             |
| en gestion contrôlée                         | 8              | 187.454 €            | 7              | 187.392 €            | 2              | 146.893 €            | 3              | 149.686 €            | 3              | 179.817 €            | 4              | 148.282 €            |
| en liquidation amiable                       | 669            | 6.320.429 €          | 808            | 9.316.489 €          | 705            | 9.552.868 €          | 762            | 17.615.799 €         | 986            | 14.845.729 €         | 1.069          | 14.349.258 €         |
| en liquidation judiciaire                    | 1              | 1.014 €              | 2              | 6.014 €              | 1              | 104 €                | 2              | 8.083 €              | 3              | 8.855 €              | 4              | 8.868 €              |
| succession vacante                           | 0              | - €                  | 0              | - €                  | 0              | - €                  | 0              | - €                  | 1              | 8.159 €              | 1              | 8.159 €              |
| <b>Total montant TVA à rembourser</b>        | <b>29.082</b>  | <b>608.339.372 €</b> | <b>30.424</b>  | <b>654.904.820 €</b> | <b>30.688</b>  | <b>682.473.368 €</b> | <b>31.960</b>  | <b>718.000.120 €</b> | <b>26.860</b>  | <b>617.349.887 €</b> | <b>34.302</b>  | <b>666.280.286 €</b> |
| <b>Retard de remboursement (AN) en mois*</b> |                | <b>6,05</b>          |                | <b>5,59</b>          |                | <b>5,00</b>          |                | <b>5,09</b>          |                | <b>4,28</b>          |                | <b>4,30</b>          |
| Total assuj. AN                              | 69.000         |                      | 71.133         |                      | 74.594         |                      | 77.562         |                      | 81.046         |                      | 82.535         |                      |
| Assuj. AN avec SC/ Total assuj. AN           | 38,5%          |                      | 38,9%          |                      | 38,1%          |                      | 38,0%          |                      | 30,2%          |                      | 38,1%          |                      |

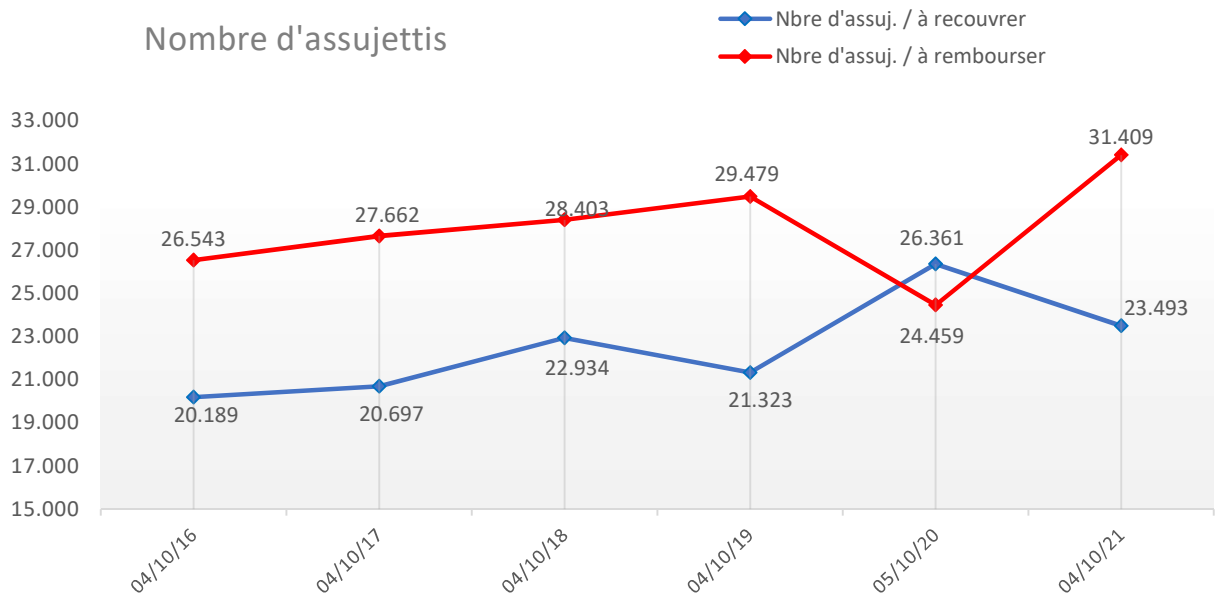
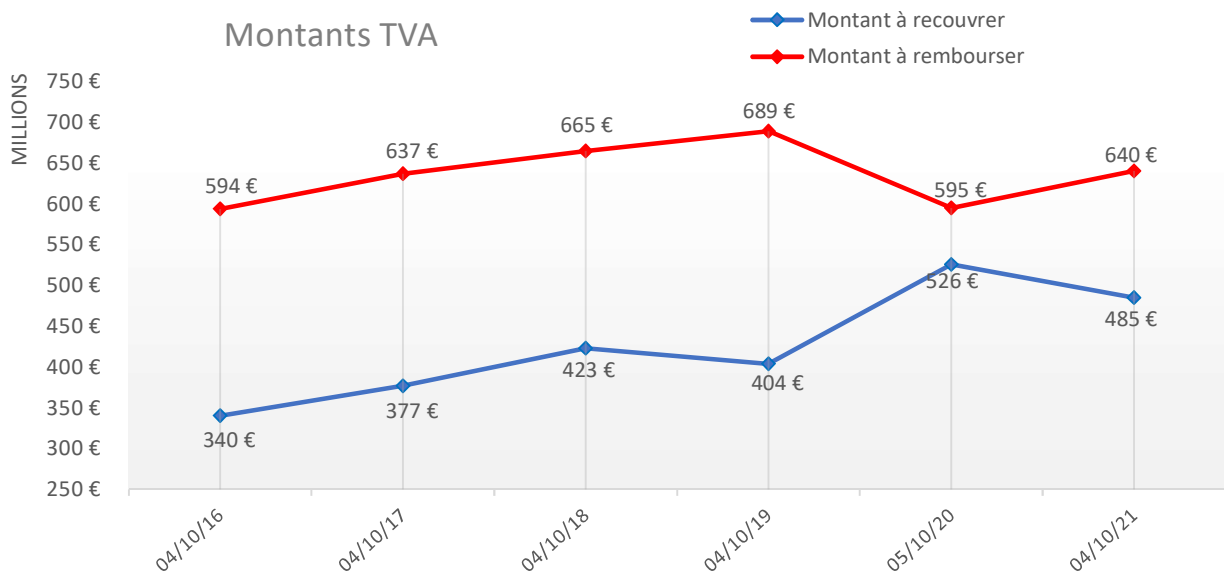
\*Montant total à rembourser / Montant mensuel moyen remboursé T-1



## STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER 2016-2021

### Situation des assujettis en activité normale

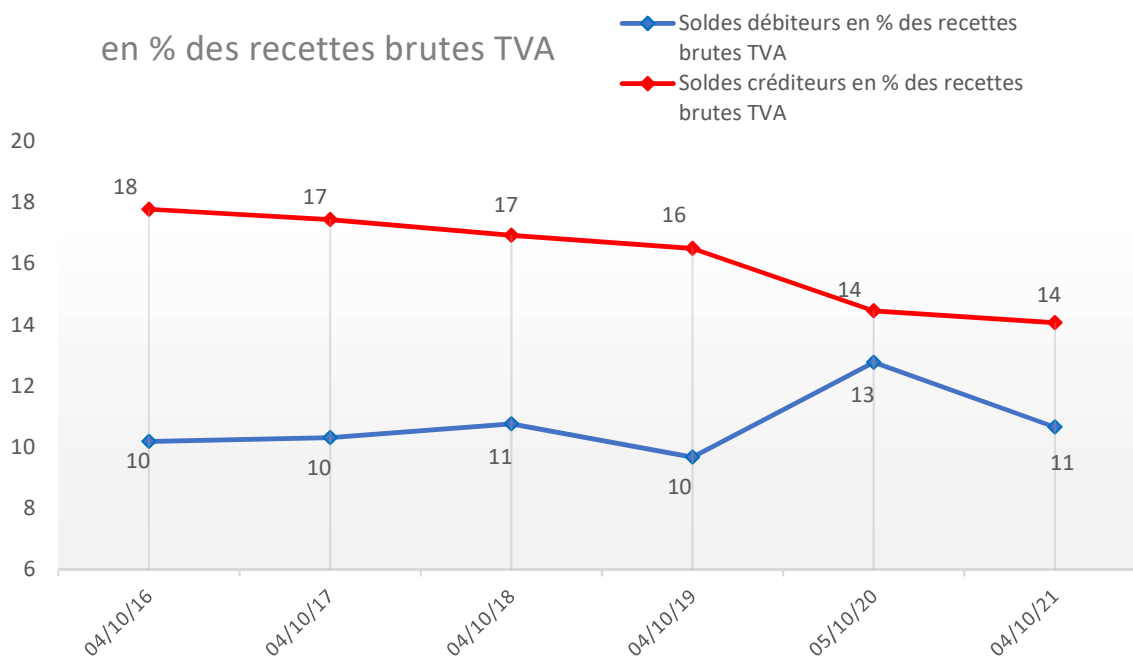
| Arriérés TVA au | A recouvrer     |               | A rembourser    |               |
|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|
|                 | Nombre d'assuj. | Montant       | Nombre d'assuj. | Montant       |
| 4 octobre 2016  | 20.189          | 340.298.161 € | 26.543          | 593.645.563 € |
| 4 octobre 2017  | 20.697          | 376.797.124 € | 27.662          | 636.913.842 € |
| 4 octobre 2018  | 22.934          | 422.784.997 € | 28.403          | 664.536.724 € |
| 4 octobre 2019  | 21.323          | 403.961.090 € | 29.479          | 688.954.142 € |
| 5 octobre 2020  | 26.361          | 525.606.527 € | 24.459          | 594.790.457 € |
| 4 octobre 2021  | 23.493          | 484.772.581 € | 31.409          | 640.056.788 € |



**MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER EN % DES RECETTES BRUTES**  
Situation des assujettis en activité normale

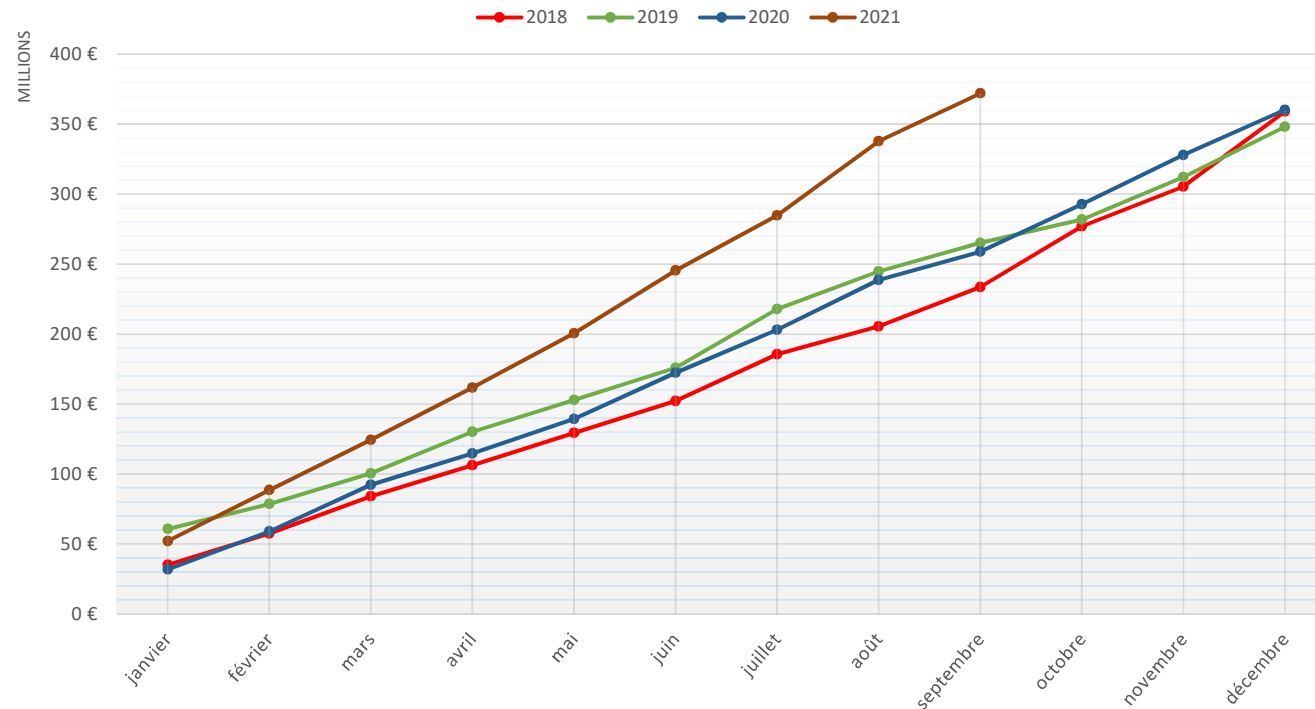
| Recettes brutes* au<br>30 sept. (en mio.) (1) | Arriérés TVA au | A recouvrer |              | A rembourser |              |
|---|-----------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
|   |                 | en mio. (2) | (2)/(1) en % | en mio. (3)  | (3)/(1) en % |
| 3.340   | 4 octobre 2016  | 340         | 10,2         | 594          | 17,8         |
| 3.654   | 4 octobre 2017  | 377         | 10,3         | 637          | 17,4         |
| 3.928   | 4 octobre 2018  | 423         | 10,8         | 665          | 16,9         |
| 4.177   | 4 octobre 2019  | 404         | 9,7          | 689          | 16,5         |
| 4.115   | 5 octobre 2020  | 526         | 12,8         | 595          | 14,5         |
| 4.551   | 4 octobre 2021  | 485         | 10,7         | 640          | 14,1         |

\* Les recettes brutes correspondent aux soldes à payer déclarés par les assujettis dans le cadre de leurs déclarations de TVA.



## EVOLUTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT 2018 - 2021 ( Résultats cumulés en euros)

| Mois             | 2018                 | 2019                 | 2020                 | $\Delta 20/19$ | 2021                 | $\Delta 21/20$ | $\Delta 21/19$ |
|------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|
| janvier          | 35.059.770 €         | 60.694.638 €         | 31.766.915 €         | -48%           | 52.050.350 €         | 64%            | -14%           |
| février          | 57.414.297 €         | 78.628.592 €         | 59.019.787 €         | -25%           | 88.499.125 €         | 50%            | 13%            |
| mars             | 84.148.743 €         | 100.436.026 €        | 92.259.965 €         | -8%            | 124.239.835 €        | 35%            | 24%            |
| avril            | 106.184.681 €        | 130.109.180 €        | 114.579.033 €        | -12%           | 161.593.722 €        | 41%            | 24%            |
| mai              | 129.265.422 €        | 152.854.144 €        | 139.359.374 €        | -9%            | 200.488.788 €        | 44%            | 31%            |
| juin             | 152.018.434 €        | 175.803.529 €        | 172.340.403 €        | -2%            | 245.448.984 €        | 42%            | 40%            |
| juillet          | 185.607.410 €        | 217.818.833 €        | 203.092.124 €        | -7%            | 284.652.068 €        | 40%            | 31%            |
| août             | 205.441.751 €        | 244.761.374 €        | 238.715.422 €        | -2%            | 337.731.696 €        | 41%            | 38%            |
| <b>septembre</b> | <b>233.593.799 €</b> | <b>265.176.257 €</b> | <b>258.808.933 €</b> | <b>-2%</b>     | <b>371.985.648 €</b> | <b>44%</b>     | <b>40%</b>     |
| octobre          | 276.866.387 €        | 281.855.880 €        | 292.697.466 €        | 4%             |                      |                |                |
| novembre         | 305.307.127 €        | 312.110.805 €        | 327.808.450 €        | 5%             |                      |                |                |
| <b>décembre</b>  | <b>358.990.073 €</b> | <b>348.030.558 €</b> | <b>360.238.828 €</b> | <b>4%</b>      |                      |                |                |

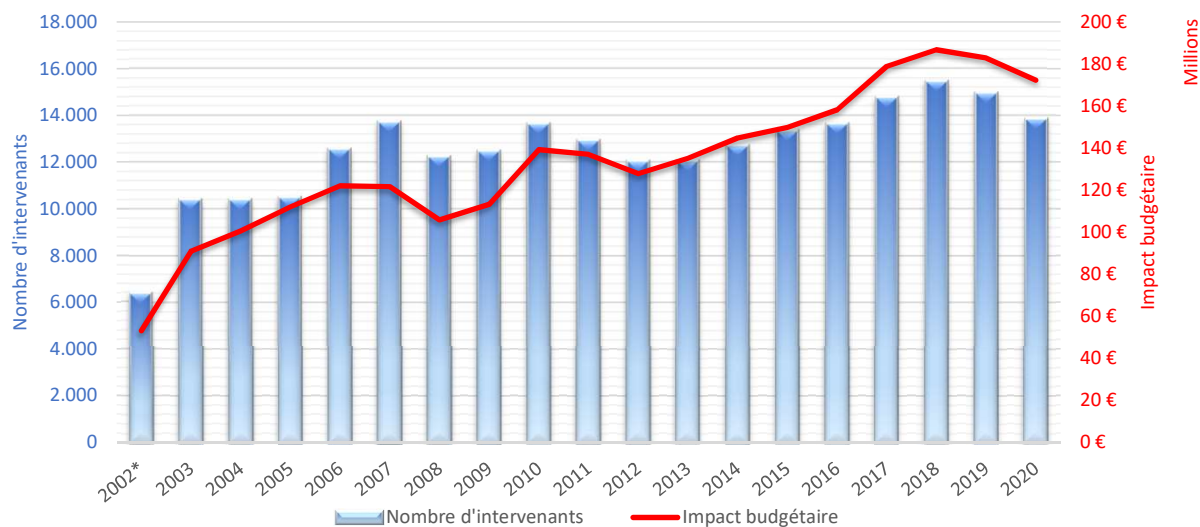


**CREDIT D'IMPOT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHÈQUES  
LOI DU 30 JUILLET 2002 TELLE QUE MODIFIEE**

| Année  | Impact budgétaire | Nombre d'intervenants |
|--------|-------------------|-----------------------|
| 2002*  | 53.000.000 €      | 6.400                 |
| 2003   | 91.000.000 €      | 10.400                |
| 2004   | 100.500.000 €     | 10.400                |
| 2005   | 112.061.042 €     | 10.499                |
| 2006   | 121.999.375 €     | 12.561                |
| 2007   | 121.628.765 €     | 13.721                |
| 2008   | 105.838.165 €     | 12.230                |
| 2009   | 113.220.617 €     | 12.477                |
| 2010   | 139.184.041 €     | 13.647                |
| 2011   | 136.995.214 €     | 12.928                |
| 2012   | 127.804.769 €     | 12.047                |
| 2013   | 135.177.788 €     | 12.055                |
| 2014   | 144.836.068 €     | 12.706                |
| 2015   | 149.824.454 €     | 13.341                |
| 2016   | 158.201.510 €     | 13.645                |
| 2017   | 178.930.840 €     | 14.770                |
| 2018   | 186.773.176 €     | 15.456                |
| 2019   | 182.856.529 €     | 14.952                |
| 2020   | 172.286.232 €     | 13.847                |
| 2021** | 142.289.040 €     | 10.657                |

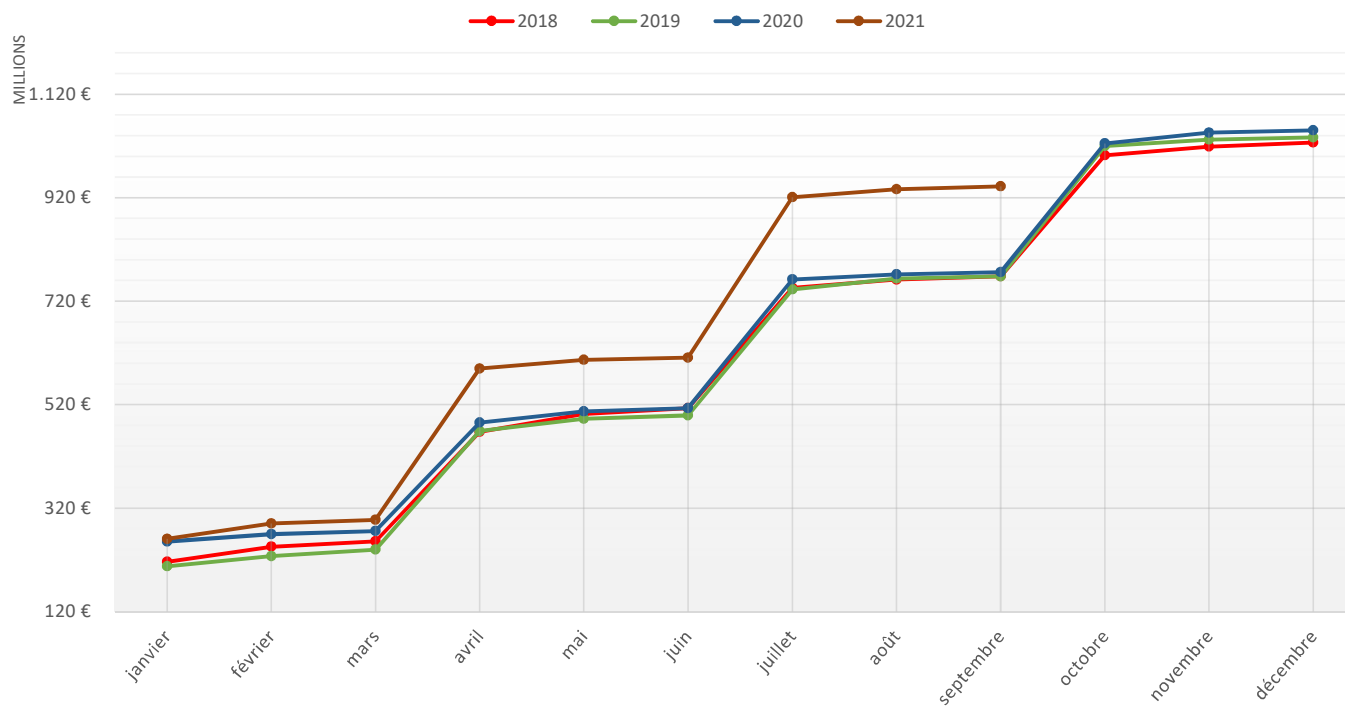
\* Pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002

\*\* Situation au 30.09.2021



## EVOLUTION DE LA TAXE D'ABONNEMENT 2018 - 2021 ( Résultats cumulés en euros)

| Mois             | 2018                   | 2019                   | 2020                   | Δ20/19    | 2021                 | Δ21/20     | Δ21/19     |
|------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------|----------------------|------------|------------|
| janvier          | 216.094.426 €          | 207.312.887 €          | 255.446.061 €          | 23%       | 260.604.966 €        | 2%         | 26%        |
| février          | 245.501.816 €          | 226.991.034 €          | 269.845.860 €          | 19%       | 289.958.668 €        | 7%         | 28%        |
| mars             | 255.982.943 €          | 239.632.213 €          | 276.029.785 €          | 15%       | 297.546.753 €        | 8%         | 24%        |
| avril            | 467.527.555 €          | 468.742.049 €          | 485.593.081 €          | 4%        | 589.656.054 €        | 21%        | 26%        |
| mai              | 501.927.242 €          | 492.738.907 €          | 506.994.319 €          | 3%        | 606.275.548 €        | 20%        | 23%        |
| juin             | 512.954.801 €          | 499.247.858 €          | 513.167.452 €          | 3%        | 610.852.182 €        | 19%        | 22%        |
| juillet          | 745.869.273 €          | 742.714.236 €          | 762.230.157 €          | 3%        | 920.580.714 €        | 21%        | 24%        |
| août             | 761.676.232 €          | 763.767.855 €          | 771.923.324 €          | 1%        | 936.334.745 €        | 21%        | 23%        |
| <b>septembre</b> | <b>768.516.093 €</b>   | <b>767.651.612 €</b>   | <b>775.925.767 €</b>   | <b>1%</b> | <b>941.937.274 €</b> | <b>21%</b> | <b>23%</b> |
| octobre          | 1.001.869.823 €        | 1.019.802.494 €        | 1.024.793.302 €        | 0%        |                      |            |            |
| novembre         | 1.018.644.429 €        | 1.032.296.594 €        | 1.045.601.533 €        | 1%        |                      |            |            |
| <b>décembre</b>  | <b>1.026.662.431 €</b> | <b>1.036.495.737 €</b> | <b>1.050.378.110 €</b> | <b>1%</b> |                      |            |            |

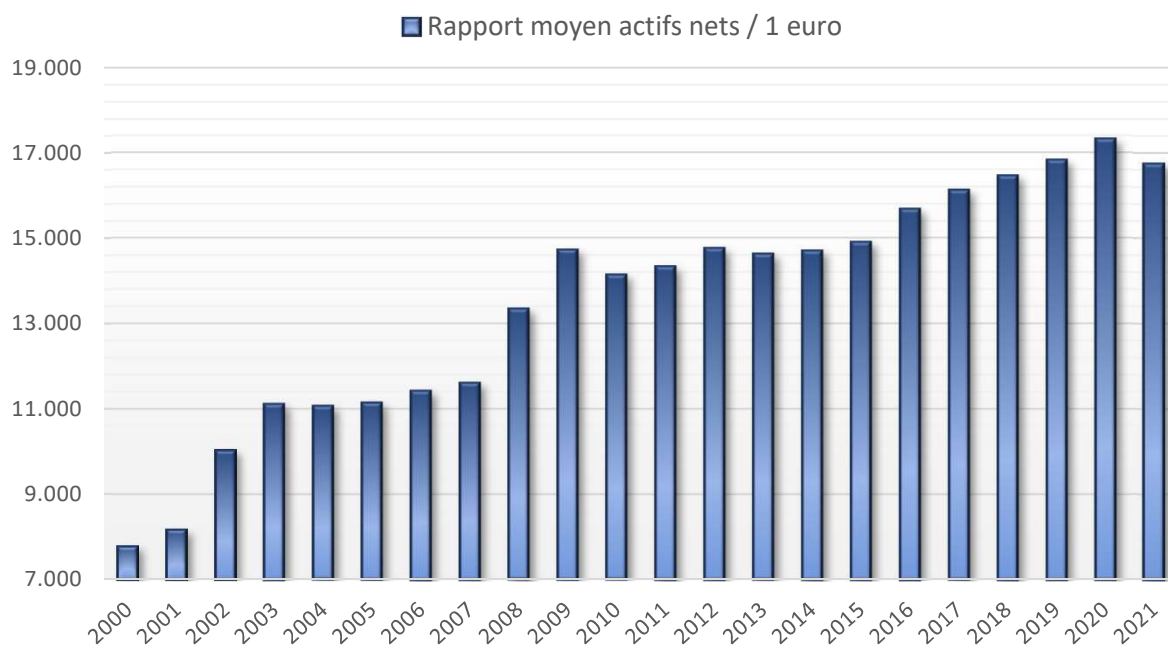


## TAXE D'ABONNEMENT OPC

### Rapport moyen actifs nets / 1 euro

| Année | Rapport moyen actifs nets / 1 euro | Variation | Variation en % |
|-------|------------------------------------|-----------|----------------|
| 2000  | 7.771                              |           |                |
| 2001  | 8.159                              | 388       | 5,0%           |
| 2002  | 10.015                             | 1.857     | 22,8%          |
| 2003  | 11.098                             | 1.082     | 10,8%          |
| 2004  | 11.052                             | -46       | -0,4%          |
| 2005  | 11.129                             | 78        | 0,7%           |
| 2006  | 11.410                             | 280       | 2,5%           |
| 2007  | 11.596                             | 186       | 1,6%           |
| 2008  | 13.331                             | 1.736     | 15,0%          |
| 2009  | 14.715                             | 1.384     | 10,4%          |
| 2010  | 14.128                             | -587      | -4,0%          |
| 2011  | 14.318                             | 190       | 1,3%           |
| 2012  | 14.750                             | 432       | 3,0%           |
| 2013  | 14.614                             | -137      | -0,9%          |
| 2014  | 14.689                             | 75        | 0,5%           |
| 2015  | 14.895                             | 207       | 1,4%           |
| 2016  | 15.664                             | 769       | 5,2%           |
| 2017  | 16.108                             | 444       | 2,8%           |
| 2018  | 16.449                             | 341       | 2,1%           |
| 2019  | 16.813                             | 364       | 2,2%           |
| 2020  | 17.312                             | 499       | 3,0%           |
| 2021* | 16.735                             | -577      | -3,3%          |

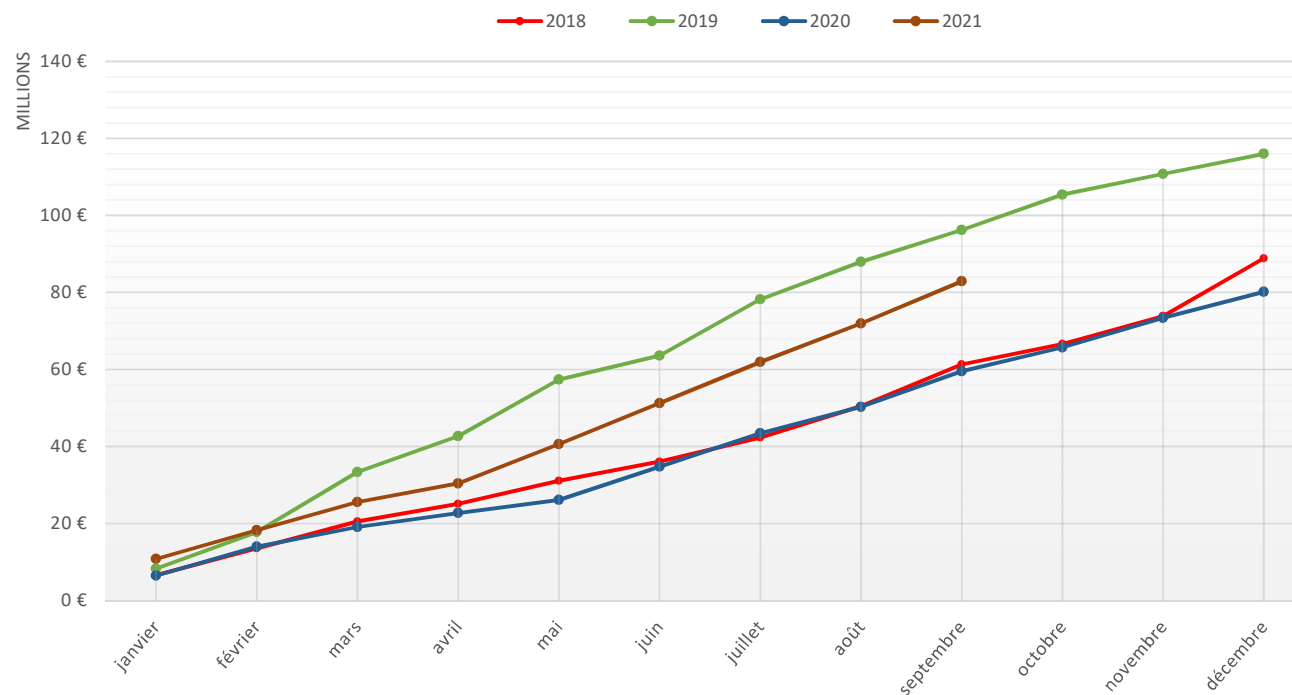
\* 3 premiers trimestres 2021





## EVOLUTION DES DROITS DE SUCCESSION 2018 - 2021 (montants cumulés)

| Mois             | 2018                | 2019                 | Δ19/18     | 2020                | Δ20/19      | 2021                | Δ21/20     | Δ21/19      |
|------------------|---------------------|----------------------|------------|---------------------|-------------|---------------------|------------|-------------|
| janvier          | 6.572.041 €         | 8.278.439 €          | 26%        | 6.454.418 €         | -22%        | 10.783.302 €        | 67%        | 30%         |
| février          | 13.563.804 €        | 17.806.906 €         | 31%        | 13.986.755 €        | -21%        | 18.270.167 €        | 31%        | 3%          |
| mars             | 20.526.159 €        | 33.376.795 €         | 63%        | 19.081.932 €        | -43%        | 25.597.654 €        | 34%        | -23%        |
| avril            | 25.078.698 €        | 42.656.631 €         | 70%        | 22.756.239 €        | -47%        | 30.376.280 €        | 33%        | -29%        |
| mai              | 31.094.355 €        | 57.379.834 €         | 85%        | 26.159.907 €        | -54%        | 40.603.579 €        | 55%        | -29%        |
| juin             | 36.074.881 €        | 63.565.446 €         | 76%        | 34.772.856 €        | -45%        | 51.211.138 €        | 47%        | -19%        |
| juillet          | 42.353.931 €        | 78.213.499 €         | 85%        | 43.479.219 €        | -44%        | 61.951.487 €        | 42%        | -21%        |
| août             | 50.488.416 €        | 87.944.407 €         | 74%        | 50.265.516 €        | -43%        | 71.944.459 €        | 43%        | -18%        |
| <b>septembre</b> | <b>61.284.416 €</b> | <b>96.229.169 €</b>  | <b>57%</b> | <b>59.522.787 €</b> | <b>-38%</b> | <b>82.894.211 €</b> | <b>39%</b> | <b>-14%</b> |
| octobre          | 66.660.206 €        | 105.431.990 €        | 58%        | 65.730.657 €        | -38%        |                     |            |             |
| novembre         | 73.892.418 €        | 110.783.827 €        | 50%        | 73.397.981 €        | -34%        |                     |            |             |
| <b>décembre</b>  | <b>88.857.803 €</b> | <b>116.006.925 €</b> | <b>31%</b> | <b>80.151.107 €</b> | <b>-31%</b> |                     |            |             |



## PROJET DE BUDGET PLURIANNUEL 2022-2025

| Estimations                                      | 2021                   | 2022                   | Δ en %      | 2023                   | Δ en %      | 2024                   | Δ en %      | 2025                   | Δ en %      |
|--|------------------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|
| <b>Section 64.6 - Impôts, droits et taxes</b>    |                        |                        |             |                        |             |                        |             |                        |             |
| Taxe sur la valeur ajoutée                       | 4.561.717.000 €        | 4.779.338.000 €        | 4,8%        | 5.058.264.000 €        | 5,8%        | 5.337.589.000 €        | 5,5%        | 5.627.162.000 €        | 5,4%        |
| Taxe d'abonnement                                | 1.283.693.000 €        | 1.380.302.000 €        | 7,5%        | 1.437.242.000 €        | 4,1%        | 1.499.166.000 €        | 4,3%        | 1.560.189.000 €        | 4,1%        |
| Droits d'enregistrement                          | 478.433.000 €          | 524.670.000 €          | 9,7%        | 576.198.000 €          | 9,8%        | 623.520.000 €          | 8,2%        | 674.930.000 €          | 8,2%        |
| Droits d'hypothèques                             | 87.974.000 €           | 95.505.000 €           | 8,6%        | 103.810.000 €          | 8,7%        | 111.360.000 €          | 7,3%        | 119.492.000 €          | 7,3%        |
| Taxe sur les assurances                          | 63.300.000 €           | 66.200.000 €           | 4,6%        | 69.200.000 €           | 4,5%        | 72.300.000 €           | 4,5%        | 75.600.000 €           | 4,6%        |
| <b>Section 64.7 - Recettes domaniales</b>        |                        |                        |             |                        |             |                        |             |                        |             |
| Loyers d'immeubles des entreprises               | 84.148.000 €           | 81.362.000 €           | -3,3%       | 81.362.000 €           | 0,0%        | 81.362.000 €           | 0,0%        | 81.362.000 €           | 0,0%        |
| <b>Section 94.1 - Autres recettes en capital</b> |                        |                        |             |                        |             |                        |             |                        |             |
| Droits de succession                             | 100.000.000 €          | 85.000.000 €           | -15,0%      | 85.000.000 €           | 0,0%        | 85.000.000 €           | 0,0%        | 85.000.000 €           | 0,0%        |
| <b>Total</b>                                     | <b>6.659.265.000 €</b> | <b>7.012.377.000 €</b> | <b>5,3%</b> | <b>7.411.076.000 €</b> | <b>5,7%</b> | <b>7.810.297.000 €</b> | <b>5,4%</b> | <b>8.223.735.000 €</b> | <b>5,3%</b> |

| Taxe sur la valeur ajoutée | 2021                   | 2022                   | Δ en %      | 2023                   | Δ en %      | 2024                   | Δ en %      | 2025                   | Δ en %      |
|----------------------------|------------------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|
| Recettes brutes            | 6.066.539.968 €        | 6.384.561.018 €        | 5,2%        | 6.757.087.483 €        | 5,8%        | 7.130.148.187 €        | 5,5%        | 7.516.907.209 €        | 5,4%        |
| Remboursements             | - 1.504.823.458 €      | - 1.605.222.898 €      | 6,7%        | - 1.698.823.632 €      | 5,8%        | - 1.792.558.960 €      | 5,5%        | - 1.889.745.382 €      | 5,4%        |
| <b>TVA (non-arrondie)</b>  | <b>4.561.716.510 €</b> | <b>4.779.338.120 €</b> | <b>4,8%</b> | <b>5.058.263.851 €</b> | <b>5,8%</b> | <b>5.337.589.227 €</b> | <b>5,5%</b> | <b>5.627.161.828 €</b> | <b>5,4%</b> |



Luxembourg, le 13 octobre 2021

**Chambre des députés**  
**Commission des Finances et du Budget**

**Note concernant l'évolution des principales recettes  
de l'Administration des douanes et accises en 2021**

Huiles minérales

Les accises sur les huiles minérales constituent la plus importante recette de l'administration. Par rapport au budget jusqu'à la fin de septembre, on constate un excédent de litres de 6,05% avec un surplus de recette de 9,3 millions € pour l'essence et un surplus de litres de 10,13% avec un excédent de recette de 47 millions € pour le gasoil.

Par rapport à 2020, les quantités d'essence mises en consommation ont augmenté de 13,43% et celles de gasoil de 0,08%.

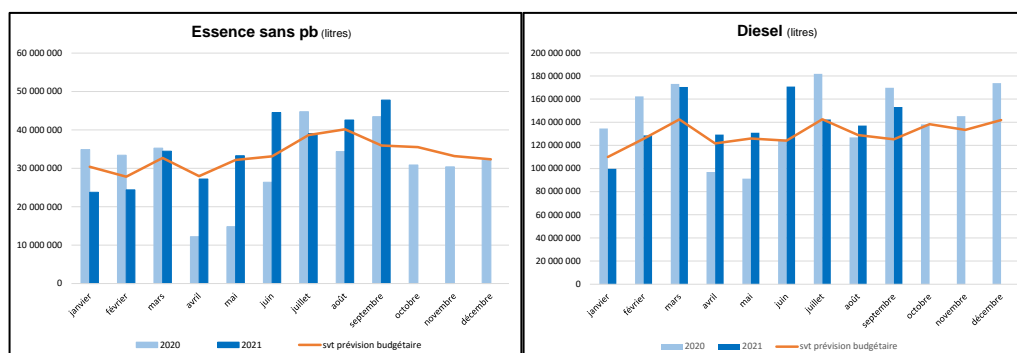
Ci-après, les tableaux récapitulatifs reprenant les quantités et les recettes de l'année 2020 versus l'année 2021 pour la même période (janvier jusqu'à septembre):

| Essence          | 2020          | 2021          | Différence          | %             |
|------------------|---------------|---------------|---------------------|---------------|
| <b>Quantités</b> | 279 504 673 l | 317 044 093 l | <b>37 539 420 l</b> | <b>13,43%</b> |
| <b>Recettes</b>  | 131 952 647 € | 163 209 311 € | <b>31 256 664 €</b> | <b>23,69%</b> |

*changement du taux au 01/01/21*

| Gasoil           | 2020            | 2021            | Différence          | %             |
|------------------|-----------------|-----------------|---------------------|---------------|
| <b>Quantités</b> | 1 261 601 965 l | 1 262 566 574 l | <b>964 609 l</b>    | <b>0,08%</b>  |
| <b>Recettes</b>  | 447 868 698 €   | 508 569 246 €   | <b>60 700 547 €</b> | <b>13,55%</b> |

*changement du taux au 01/01/21*



Toutefois, en comparaison avec une année sans crise, les recettes des accises sur les carburants subissent effectivement l'effet négatif suite à l'introduction de la taxe CO2 pour les ventes de diesel professionnel.

Cependant, les ventes aux particuliers ne semblent plus être touchées par les effets de la pandémie (télétravail, voyages non-essentiels interdits, contrôles renforcés aux frontières).

**DIRECTION DOUANES et ACCISES**

22, rue de Bitbourg  
L-1273 Luxembourg

+352 2818-2257  
+352 2818-9230

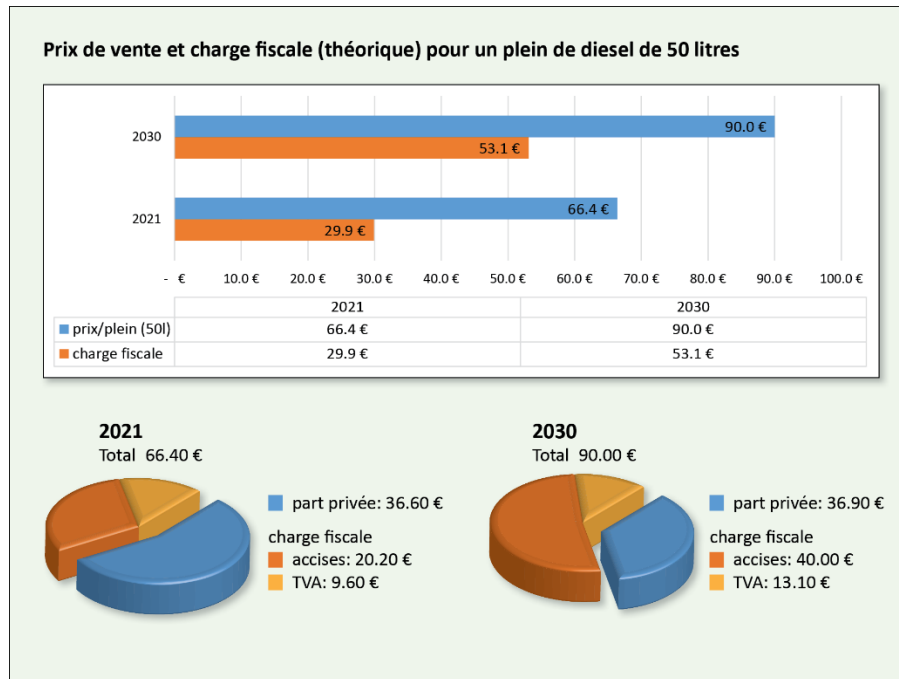
Boîte postale 1605  
L-1016 Luxembourg

nico.reuter@do.etat.lu  
www.do.etat.lu

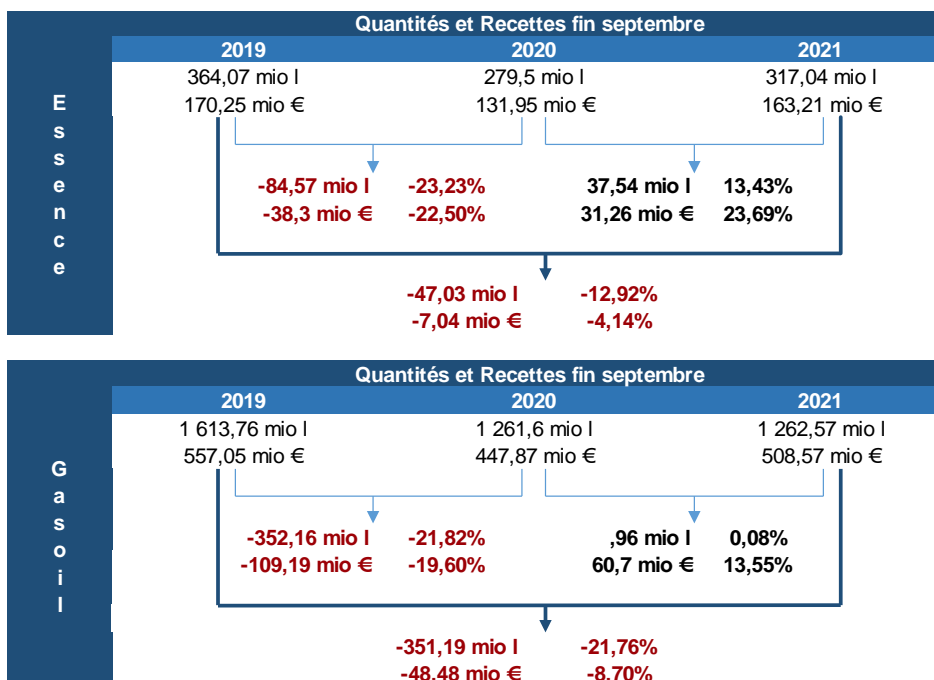
Par rapport à l'année 2019, les ventes de gasoil carburant et d'essence restent à un niveau bas à concurrence de -22% respectivement -13%, année de référence sans pandémie et sans taxe CO2. A ce sujet il y a lieu de remarquer que le déficit des recettes dû aux pertes de volumes importantes par rapport à l'année 2019 tant pour l'essence que pour le gasoil n'est pour le moment que partiellement compensé par l'introduction de la taxe CO2.

Dans l'hypothèse de vouloir garder simplement le même niveau de recettes fiscales en vue de la réduction des émissions CO2 et conséquemment des volumes de ventes de carburants à l'horizon de l'année 2030, il y aurait lieu de doubler en principe le taux total des accises (p.ex. pour le gasoil de 404,42 €/1000 l à +- 800 €/1000 l).

Ci-après une simulation théorique du prix du diesel de l'année 2030 :



Afin de vous présenter une analyse complète, veuillez trouver ci-après les quantités avec les recettes des années 2019, 2020 et 2021:



Ci-après, à toutes fins utiles, les recettes de la taxe CO2 jusqu'à septembre versus les recettes du fonds climatique en 2020 :

|             |              | <b>Diesel</b> | <b>Essence</b> | <b>Autres</b> | <b>Total</b>  |
|-------------|--------------|---------------|----------------|---------------|---------------|
| <b>2020</b> | <b>Kyoto</b> | 44 156 070 €  | 6 992 582 €    | -             | 51 148 652 €  |
| <b>2021</b> | <b>CO2</b>   | 103 104 651 € | 21 186 278 €   | 20 573 842 €  | 144 864 771 € |

Vu l'évolution des ventes de carburants (accise U.E.B.L., accise autonome, contribution sociale, taxe CO2), l'estimation des recettes totales (avec la TVA) se chiffrera en 2021 à +-1,1 milliard €.

Il est fort probable que les ventes d'essence se consolideront dans un avenir proche même avec l'introduction de la taxe CO2.

Après la stagnation des ventes au début de l'année, l'ADA estime donc qu'il y aura un rétablissement des ventes avec une mise en consommation de 420 millions de litres pour l'année 2021.

En ce qui concerne le gasoil professionnel avec une politique fiscale inchangée dans les pays limitrophes, la hausse des 2 cts à partir du 1er mai 2019 du « Kyoto Cent » et l'introduction de la taxe CO2 en date du 1er janvier 2021 ont initié la décroissance prévisible des ventes.

En plus, avec une taxation des émissions CO2 à 25 respectivement 30 €/t pour les années 2022 et 2023, le prix du gasoil professionnel au Luxembourg devance de loin celui de la Belgique et atteint le niveau du prix appliqué en France.

Pour les particuliers, on note également une régression des ventes de diesel, compensée à notre avis par l'essence ou l'électromobilité.

### Tabacs manufacturés

Suite à l'assouplissement fin avril des restrictions pour voyages transfrontaliers après le confinement, les objectifs du budget seront vraisemblablement atteints.

Les fluctuations considérables des ventes d'un mois à l'autre ne sont explicables que par le comportement du consommateur ne s'approvisionnant plus du jour au lendemain mais pour une certaine durée déterminée.

Par rapport au budget jusqu'à la fin de septembre, on constate un surplus des quantités de cigarettes mises en consommation de 6,42% avec un excédent de recette de 21 millions € et pour le tabac à fumer un surplus de 18,47% avec un boni de 30,70 millions €.

Par rapport à 2020 les quantités de cigarettes ont augmenté de 11,33% et celles du tabac de 13,93%.

Dans l'hypothèse où ces tendances perdureraient avec des ventes relativement stables, les objectifs du budget pour les cigarettes et les tabacs à fumer seront vraisemblablement atteints avec une croissance pour les années à venir.

Il se peut que ce phénomène de hausse sera freiné toutefois par le différentiel insignifiant avec les "Handelsmarken" en Allemagne et les limitations quantitatives instaurées par la France.

Effectivement, depuis le 1er août, la France n'autorise plus que l'introduction d'une seule cartouche de cigarettes en provenance d'un pays frontalier, soit 200 cigarettes. Cette limite a également été fixée pour les autres produits de tabacs à 100 cigarillos, 50 cigares et 250 grammes de tabac à rouler.

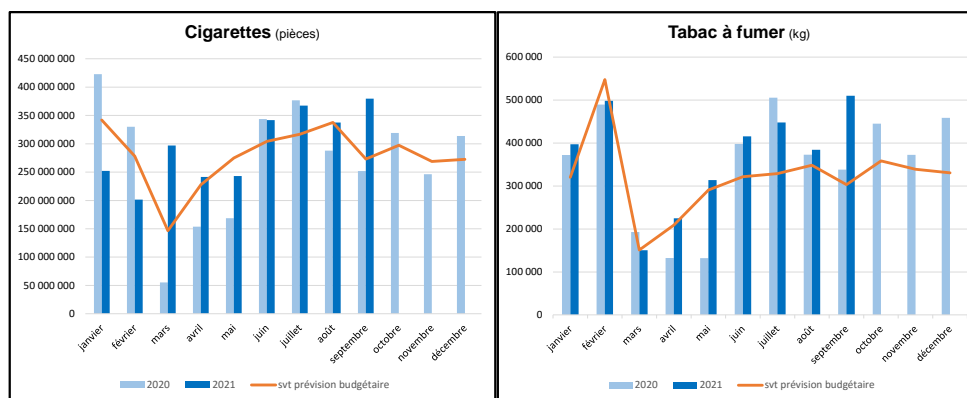
La législation de l'Union européenne prévoit une limite indicative fixée à 800 cigarettes, 400 cigarillos, 200 cigares et 1 kg de tabac par personne majeure comme preuve que les produits sont destinés aux besoins propres d'un particulier.

Il doit bien évidemment s'agir de produits destinés à la consommation personnelle et non à visée commerciale.

Ci-après, les tableaux récapitulatifs reprenant les quantités et les recettes de l'année 2020 versus l'année 2021 pour la même période (janvier jusqu'à septembre):

| Cigarettes                            | 2020              | 2021              | Différence             | %             |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------------|---------------|
| <b>Quantités</b>                      | 2 390 914 825 pcs | 2 661 839 675 pcs | <b>270 924 850 pcs</b> | <b>11,33%</b> |
| <b>Recettes</b>                       | 309 146 582 €     | 347 788 518 €     | <b>38 641 937 €</b>    | <b>12,50%</b> |
| <i>changement du taux au 01/02/20</i> |                   |                   |                        |               |

| Tabacs à fumer                        | 2020          | 2021          | Différence          | %             |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------------|---------------|
| <b>Quantités</b>                      | 2 934 047 kg  | 3 342 865 kg  | <b>408 818 kg</b>   | <b>13,93%</b> |
| <b>Recettes</b>                       | 166 425 507 € | 196 886 028 € | <b>30 460 521 €</b> | <b>18,30%</b> |
| <i>changement du taux au 01/02/21</i> |               |               |                     |               |

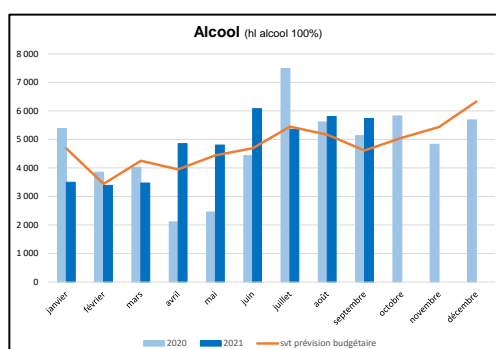


Actuellement l'ADA estime les quantités de cigarettes vendues à la fin de l'année 2021 à 3.400.000.000 pièces et celles des tabacs à fumer à 4.250 tonnes.

Pour l'année 2021, les recettes accisiennes résultant des ventes de tabacs manufacturés sont estimées à +690 millions € hors TVA et dépassent actuellement nos prévisions de 21 millions €. La recette TVA (perçue à la source par l'ADA pour le compte de l'AED) concernant la mise en consommation de tabacs manufacturés pour toute l'année est estimée à +-200 millions €.

## Alcool

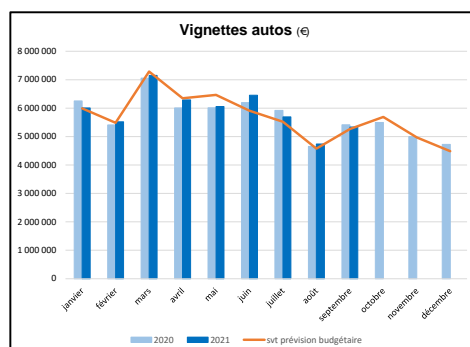
Les recettes d'accises sur les boissons alcooliques se chiffreront à la fin de l'année 2021 (tout comme d'ailleurs pour l'année 2020) à un niveau très élevé de 60 millions d'euros.



## Taxe sur les véhicules

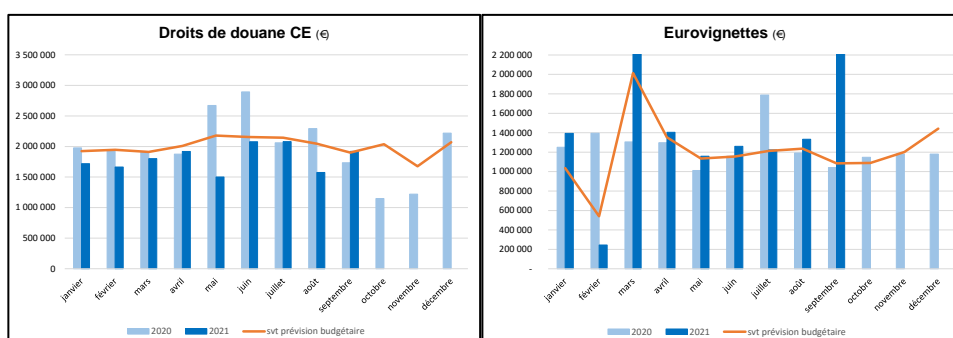
Les recettes effectuées pour l'exercice 2021 atteignent les chiffres inscrits au budget à savoir 68 millions d'euros.

Pour rappel, 40% de ces recettes sont affectés au budget ordinaire, 40% au Fonds climat et énergie et 20% au Fonds communal de dotation financière.



## Droits de douane et eurovignette

Les recettes par rapport à 2020 des droits de douane diminuent de 10,75% tandis que celles provenant de la vente des eurovignettes augmentent de 16,57% (-2 millions € pour les DD et + 1,8 millions € pour l'eurovignette).



## Conclusion

Avec une relance remarquable dans certains secteurs, ci-après, en tant que récapitulation, la situation des recettes de l'ADA au 30 septembre 2021 :

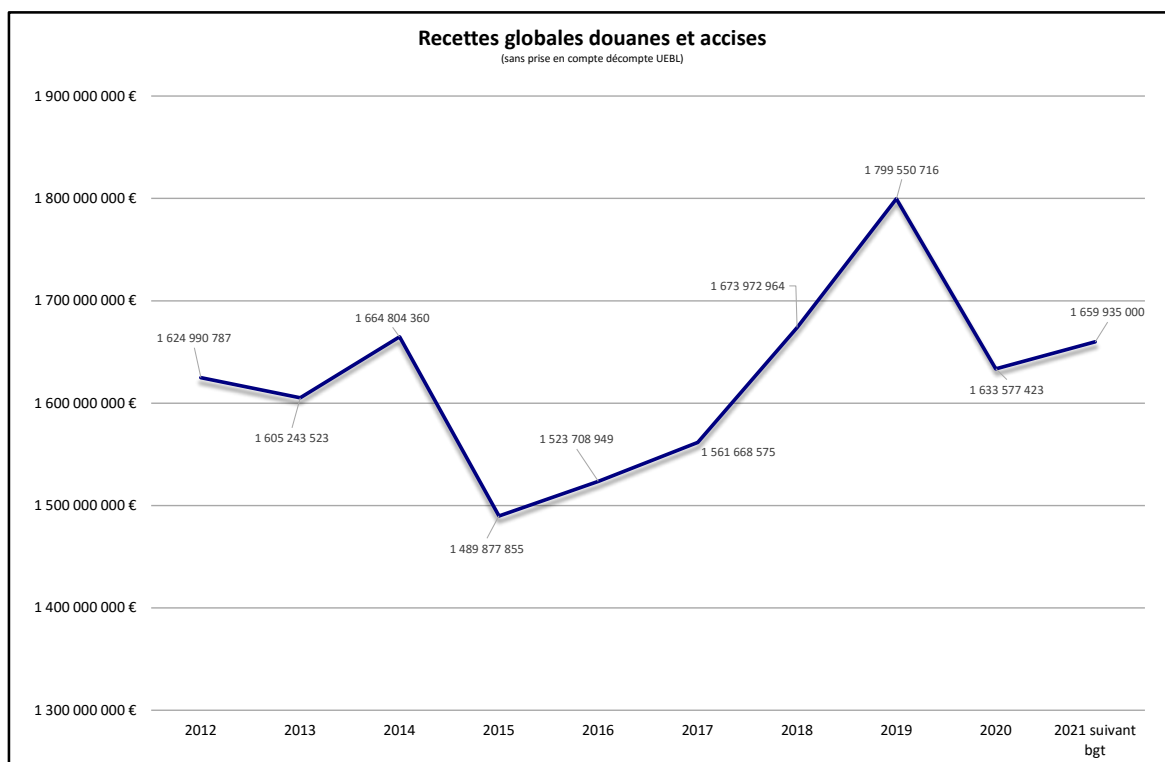
|                     | Recettes fin septembre |                        |                      |               |
|---------------------|------------------------|------------------------|----------------------|---------------|
|                     | 2020                   | 2021                   | Différence           | %             |
| Essence*            | 131 952 647 €          | 163 209 311 €          | 31 256 664 €         | 23,69%        |
| Gasoil*             | 447 868 698 €          | 508 569 246 €          | 60 700 547 €         | 13,55%        |
| Cigarettes          | 309 146 582 €          | 347 788 518 €          | 38 641 937 €         | 12,50%        |
| Tabacs à fumer **   | 166 425 507 €          | 196 886 028 €          | 30 460 521 €         | 18,30%        |
| Cigares             | 1 709 458 €            | 1 674 426 €            | -35 032 €            | -2,05%        |
| Alcools             | 42 138 167 €           | 44 744 360 €           | 2 606 193 €          | 6,18%         |
| Vignettes Auto      | 52 925 475 €           | 53 255 812 €           | 330 337 €            | 0,62%         |
| Droits de Douane CE | 3 871 643 €            | 4 064 568 €            | 192 926 €            | 4,98%         |
| Eurovignettes       | 11 438 206 €           | 12 550 624 €           | 1 112 418 €          | 9,73%         |
| Divers              | 12 790 525 €           | 33 499 822 €           | 20 709 297 €         | 161,91%       |
| <b>Total</b>        | <b>1 180 266 908 €</b> | <b>1 366 242 716 €</b> | <b>185 975 809 €</b> | <b>15,76%</b> |

\*changement du taux au 01/01/21

\*\*changement du taux au 01/02/21

| Situation des recettes courantes de l'ADA fin septembre   |               |         |                 |       |         |         |              |                              |      |
|---|---------------|---------|-----------------|-------|---------|---------|--------------|------------------------------|------|
| (tous les montants sont exprimés en mio. EUR)   | Fin septembre |         | Variation 21/20 |       | Budget  | Budget  | Compte prov. | Recettes en % du budget voté |      |
|   | 2021          | 2020    | en mio. EUR     | en %  | 2021    | 2020    | 2020         | 2021                         | 2020 |
| 11. Droits d'accises totaux sur l'essence [1]   | 1 366,2       | 1 180,3 | 186,0           | 15,8  | 1 659,9 | 1 774,1 | 1 614,4      | 82,3                         | 66,5 |
| Taxe Co2 perçue sur l'essence   | 163,2         | 132,0   | 31,3            | 23,7  | 206,5   | 231,3   | 176,0        | 79,0                         | 57,0 |
| 12. Droits d'accises totaux sur le gasoil routier [1]   | 508,6         | 447,9   | 60,7            | 13,6  | 630,9   | 773,9   | 610,2        | 86,6                         | 57,9 |
| Taxe Co2 perçue sur le gasoil routier   | 103,1         | -       | -               | -     | 131,7   | -       | -            | 78,3                         | -    |
| 13. Droits d'accises sur les tabacs manufacturés  | 546,3         | 477,3   | 69,1            | 14,5  | 657,1   | 610,3   | 664,8        | 83,1                         | 78,2 |
| 14. Droits d'accises sur l'alcool (100% vol)  | 44,7          | 42,1    | 2,6             | 6,2   | 59,9    | 55,2    | 59,1         | 74,7                         | 76,4 |
| 15. Taxe sur les véhicules automoteurs  | 53,3          | 52,9    | 0,3             | 0,6   | 68,0    | 68,0    | 68,1         | 78,3                         | 77,8 |
| 16. Eurovignettes   | 12,6          | 11,4    | 1,1             | 9,7   | 14,5    | 13,5    | 14,9         | 86,6                         | 84,7 |
| 17. Droits de douane CE   | 4,1           | 3,9     | 0,2             | 5,0   | 6,0     | 4,8     | 4,8          | 67,7                         | 80,7 |
| 18. Autres  | 33,5          | 12,8    | 20,7            | 161,9 | 17,1    | 17,1    | 16,4         | 196,3                        | 75,0 |
| dont taxe Co2 perçue sur l'essence au plomb, le kérosène, le pétrole lampant industriel et combustible, le gasoil carburant industriel et chauffage, le LPG et le gaz naturel | 20,6          | -       | -               | -     | -       | -       | -            | -                            | -    |

[1] Droits d'accises totaux se composant des droits d'accises communes UEBL, des droits d'accises autonomes, de la contribution sociale ainsi que de la taxe CO2



Alain Bellot  
Directeur des douanes et accises

Nico Reuter  
Chef de division